6 670 269

entrées sur le Marché

1 078 825 m²

de surfaces louables

8,2 Mds€

de chiffre d'affaires

02H00

c'est le début des transactions au pavillon de la marée

1 193

entreprises sur le Marché

1 372 304

TONNES DE PRODUITS ALIMENTAIRES ARRIVENT SUR LE MARCHÉ PHYSIQUE

11 826

employés

Marché International de Rungis

rapport annuel 2012

Rungis

Sommaire

2 Message du Président-directeur général de la SEMMARIS
4 La direction de la SEMMARIS
6 Chiffres clés 2012
8 Temps forts 2012

12 Stratégie et développement durable
14 Grands projets
18 Exploitation et maintenance
22 Marketing et développement

26 L'activité du Marché
28 Message du Président d'Unigros
30 L'année des entreprises
32 Les fruits et légumes
36 Les produits carnés
40 Les produits de la mer et d'eau douce
44 Les produits laitiers et traiteur
48 L'horticulture et la décoration

52 Rapport financier de la SEMMARIS

La SEMMARIS et le Marché de Rungis se renforcent mutuellement

Malgré une conjoncture difficile, le Marché de Rungis a, en 2012, confirmé la solidité de ses fondamentaux. Pour conforter sa pérennité, la SEMMARIS poursuit sa politique volontariste de développement.
Ses actions couvrent toutes les composantes de la vie du Marché, depuis les multiples opérations du quotidien jusqu'aux chantiers les plus importants.
Avec 2 grands axes stratégiques : le soutien du Marché physique et la recherche de nouveaux relais de croissance, dans les univers de services et de la logistique notamment.

Stéphane Layani
Président-directeur général de la SEMMARIS

La SEMMARIS est l'interprète et le soutien des entreprises du Marché. Elle les accompagne au quotidien dans leur développement. Sa principale mission est de mettre à leur disposition un outil sûr et performant, pour leur permettre de proposer des produits de qualité à des prix abordables ; contribuant ainsi à maintenir dans notre pays un commerce de proximité indispensable à la vivacité de son territoire.

LORS DE VOTRE PRISE DE FONCTION, DÉBUT JUIN 2012, QU'EST-CE QUI VOUS A ÉTONNÉ DANS LA DÉCOUVERTE DU MARCHÉ ?

J'ai tout d'abord mieux pris conscience du fait que Rungis constitue véritablement un pôle de compétence majeur, organisé en « hub », autour d'un marché physique et d'une plateforme logistique. Par l'intensité de ses échanges, le nombre de ses entreprises, par la largeur de gamme et la qualité de ses produits, il est le premier marché de gros de produits frais au monde. Il constitue un point de convergence à une grande variété de produits, sourcés et choisis, auxquels il offre une grande diversité de débouchés. Une autre découverte a été de réaliser à quel point le Marché trouvait son origine dans un passé très ancien, une culture dont il fait partie intégrante et qu'à sa manière il symbolise. C'est tout le sens de notre partenariat avec le musée d'Orsay pour son exposition consacrée à Victor Baltard : Rungis s'appuie sur son passé pour y trouver les sources de sa vitalité présente. Le Marché tire ainsi le secteur alimentaire vers l'excellence. Ce n'est pas un hasard si la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires a placé Rungis au cœur de son projet de Cité de la gastronomie.

COMMENT DÉFINIRIEZ-VOUS LA MISSION DE LA SEMMARIS ?

La SEMMARIS est devenue incontournable dans l'accompagnement et le développement des entreprises du Marché. Sa principale mission est de leur offrir un outil performant leur permettant de proposer des produits de qualité à des prix compétitifs. Nous contribuons ainsi à maintenir dans notre pays un commerce de proximité et une restauration indispensables à la vivacité de son territoire. C'est un maillon de la chaîne alimentaire d'une importance d'autant plus considérable que les contraintes environnementales s'accentuent sur la logistique du dernier kilomètre. À cet égard, le modèle de Rungis est empreint d'une grande modernité. Il concentre les flux amont tout en étant accessible à la métropole de façon adaptée. D'ailleurs, nos activités d'entreposage et de logistique progressent rapidement, attirant d'importantes entreprises, en symbiose avec le marché physique. Ensemble, tous ces opérateurs participent à un écosystème où chacun, avec ses différences, est complémentaire de l'autre. C'est pour cela que nous continuerons à investir dans l'outil tout en cherchant à attirer de nouveaux opérateurs.

COMMENT SE PORTE L'ENTREPRISE, ET QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE L'ANNÉE 2012 SUR LE MARCHÉ ?

La SEMMARIS est une entreprise bien gérée. Nos finances présentent d'ailleurs une rentabilité tout à fait satisfaisante. Globalement, le Marché de Rungis est également en bonne santé au sein d'un secteur agroalimentaire par définition contracyclique. Il reste dynamique, tant en termes de tonnages que de fréquentation. Pour preuve son taux d'occupation atteint 93 % et nous avons connu une hausse du nombre d'entrées de clients de 1,8 %. Pour autant, les entreprises du Marché ont du rester mobilisées et proactives pour passer ce cap difficile de l'année 2012.

QUELLE STRATÉGIE ÉLABOREZ-VOUS POUR RUNGIS ?

Bien qu'en phase avec les enjeux futurs du commerce et de la distribution, le Marché de Rungis se trouve à la croisée des chemins. C'est pourquoi j'ai élaboré une nouvelle feuille de route dès mon arrivée à la moitié de l'exercice pour pérenniser son développement autour de quatre axes qui permettront au Marché de se moderniser et de s'adapter : anticiper l'échéance, en 2034, de la concession entre l'État et la SEMMARIS ; soutenir le marché physique en investissant dans sa modernisation ; développer les activités de services principalement logistiques et de transport ; créer de nouveaux relais de croissance grâce à de nouvelles prestations proposées à nos clients.
Une organisation de la société a été définie en ce sens pour adopter une gouvernance fondée sur le dialogue et la transparence.

ET VOS PRÉVISIONS POUR 2013 ?

L'optimisme est de raison. La structure du Marché tend à des prévisions stables, car nous avons ici une multitude de fournisseurs et de clients, diminuant fortement les risques. Ensuite, l'alimentation est le socle de la consommation des Français, et la culture du « bien manger » y demeure très forte. Nous pouvons, enfin, nous appuyer sur les tendances positives de la démographie. Je table donc, au moins, sur la poursuite raisonnable de la tendance.

La direction
de la SEMMARIS

Le comité stratégique

Stéphane Layani
Président-directeur général

Frédérique Wagon
Chef de cabinet du Président

Dominique Batani
Directeur du Marché

David Bourganel
Directeur du Développement

Francis Lefèvre
Secrétaire Général

Le comité exécutif

Christophe Acar
Directeur de l'Exploitation

Alain Perrier
Directeur Commercial

Éric Amoros
Directeur Financier

Jérôme Zoïs
Directeur de l'Innovation

Actionnariat

Altaréa	33,34 %
État	33,34 %
Ville de Paris	13,19 %
Département du Val-de-Marne	5,60 %
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60 %
Professionnels et divers	9,93 %

De gauche à droite :
Jérôme Zoïs, Dominique Batani, Alain Perrier, Stéphane Layani, Frédérique Wagon, Éric Amoros, Francis Lefèvre, Christophe Acar, David Bourganel.

Chiffres clés 2012

Occupation des surfaces louables

1 001 743 m²

de locaux

soit 92,86 % de taux d'occupation

Fréquentation globale du Marché

6 670 269

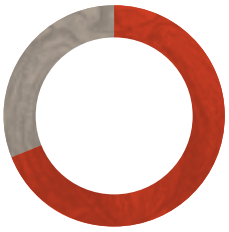
entrées

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA SEMMARIS

39,4 M€

Chiffre d'affaires des entreprises du Marché

(en millions d'euros)



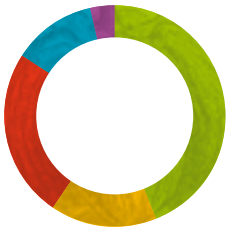
5 653 Grossistes
2 536 Autres activités

8 189 M€
chiffre d'affaires 2011

+ 4,1 %
variation 2011/2010

Chiffre d'affaires des grossistes sur le Marché

(en millions d'euros)

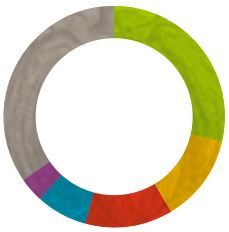


2 506 Fruits et légumes
881 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
1 399 Produits carnés
669 Produits de la mer et d'eau douce
198 Horticulture et décoration

5 653 M€
chiffre d'affaires 2011

+ 3,4 %
variation 2011/2010

Effectifs employés sur le Marché



3 385 Fruits et légumes
1 526 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
1 502 Produits carnés
881 Produits de la mer et d'eau douce
436 Horticulture et décoration
4 096 Autres activités

11 826
employés

Nombre d'entreprises sur le Marché

335 Fruits et légumes
122 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale
80 Produits carnés
47 Produits de la mer et d'eau douce
148 Horticulture et décoration
461 Autres activités

1 193
entreprises

Arrivages sur le Marché physique

1 372 304

tonnes de produits alimentaires

soit - 2,8 % par rapport à 2011

Nouveaux acheteurs

3 866

créations de cartes d'acheteur

soit + 0,4 % par rapport à 2011

Arrivages des activités logistiques

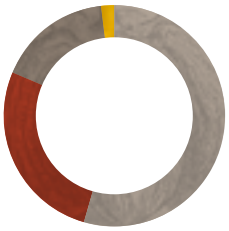
990 000

tonnes de produits alimentaires

soit + 10 % par rapport à 2011

Chiffre d'affaires des autres activités sur le Marché

(en millions d'euros)



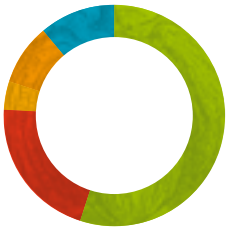
- **1 387** Courtiers et sociétés d'import-export
- **678** Transports
- **427** Activités diverses et services
- **44** Producteurs

2 536 M€
chiffre d'affaires 2011

+ 5,8 %
variation 2011/2010

Répartition des arrivages de produits alimentaires sur le Marché physique

(en %)



- **55** Fruits et légumes
- **21** Produits carnés
- **4** Produits laitiers
- **9** Produits traiteur, alimentation générale
- **11** Produits de la mer et d'eau douce

Fréquentation des acheteurs

	2012	Variation 2012/2011
Commerces de détail en magasin	638 371	+ 0,7 %
Commerces de détail sur marché	352 641	+ 3,7 %
Commerces de gros	114 073	- 0,8 %
Restauration	61 544	+ 1,1 %
Divers	70 256	+ 11,2 %
Total	**1 236 885**	**+ 1,8 %**

Arrivages

(en tonnes)

	2012	Variation 2012/2011
Fruits et légumes	751 678	- 1,7 %
Produits carnés	294 068	- 1,1 %
Produits laitiers et avicoles	60 837	- 5,4 %
Produits traiteur et d'alimentation générale	117 288	+ 0,4 %
Produits de la mer et d'eau douce	148 433	- 12,3 %
Total	**1 372 304**	**- 2,8 %**
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	194 239	+ 2,6 %
Plantes en pot (en milliers de pots)	15 894	- 4,3 %

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente, sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts (sauf pour le secteur des produits de la mer et d'eau douce). Ces dernières sont estimées à hauteur de 40 % des arrivages globaux du MIN.

Temps forts 2012

Janvier

NOUVELLE ORGANISATION DES VISITES SUR LE MARCHÉ DE RUNGIS

Afin d'améliorer encore l'accueil des plus de 22 000 visiteurs sur le Marché, fluidifier cette activité et ne pas gêner les transactions commerciales, la SEMMARIS a mis en service des lieux d'accueil pour Visite Rungis : salle pédagogique, panneaux d'information dans les coursives et en entrée de bâtiment.

Février

LES MACARONS SONT ARRIVÉS !

« Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis. » Des moyens importants ont été mis en œuvre en 2012, visant tout à la fois la fidélisation des clients actifs, le recrutement de nouveaux acheteurs et l'entretien de l'image du Marché auprès du consommateur final.

Par ailleurs, une nouvelle signalisation routière a été mise en place en février, permettant une meilleure orientation sur le Marché.

Mars

PARTENARIAT « GRANDE QUINZAINE DES MARCHÉS »

Le Marché de Rungis a été pour la seconde fois partenaire de la Grande Quinzaine des marchés, qui a regroupé près de 140 marchés en Île-de-France et en province.

Fin mars, la SEMMARIS a occupé un stand à la Semaine Internationale du Transport et de la Logistique (SITL).

Avril

PREMIÈRES OPÉRATIONS « LA FRANCE À RUNGIS » !

La SEMMARIS et les chambres syndicales de grossistes et de producteurs se sont réunies en 2012 pour lancer de nombreuses actions de communication labellisées « La France à Rungis », visant à promouvoir et à valoriser l'offre française du Marché. Lancement réussi des premières animations dans les pavillons des produits laitiers et dans le V1P. Mise en ligne du site web dédié, www.lafrancearungis.com.

En avril, Les opérateurs du Grand Port Maritime du Havre ont organisé un colloque à l'Espace Rungis, en partenariat avec la SEMMARIS, autour du thème «Le Havre, votre solution logistique reefer import-export».

Mai

RÉFLEXION SUR L'EMPREINTE CARBONE DU MARCHÉ

En mai, la SEMMARIS a lancé une étude d'un an, confiée à la société Carbone 4, visant à estimer l'empreinte carbone des fruits et légumes à Rungis en croisant les modes et origines de production, la saisonnalité, et les différents circuits de distribution.

Le 1er mai, remise du traditionnel muguet à la Mairie de Paris par la direction du Marché de Rungis et les chambres syndicales des grossistes et des détaillants.

A Rungis, il n'y a pas que des camions...
fruits et légumes

Vous aimez
la qualité,
je me fournis
à Rungis.
Rungis 2012

1

Vous aimez
la qualité,
je me fournis
à Rungis.
Rungis 2012

2

Vous aimez
la qualité,
je me fournis
à Rungis.
Rungis 2012

3

4

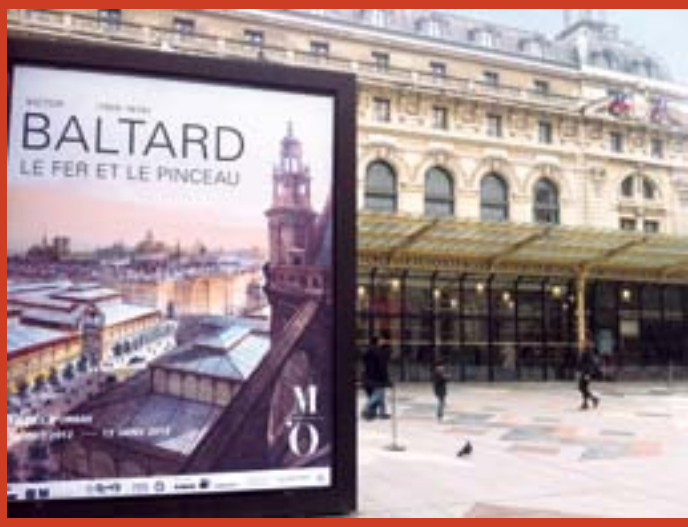
LA FRANCE
A RUNGIS

5

6

7

9



8

Juin

UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR LA SEMMARIS

Stéphane Layani succède à Marc Spielrein à la tête de la SEMMARIS après 18 ans de bons et loyaux services.

Première visite sur le Marché de Rungis de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Les opérations « La France à Rungis » se sont poursuivies : animations volailles françaises, fromages normands et fruits et légumes.

Juillet

LE CLUB DES CHEFS DES CHEFS À RUNGIS !

Le club des Chefs des Chefs rassemble les chefs des chefs d'État, qui se réunissent chaque année dans un pays différent pour découvrir la gastronomie locale. Le 24 juillet, le Marché de Rungis a accueilli les membres du club avant leur réception à l'Élysée par le chef de l'État.

Dans le cadre d'un stage du CERPET et du programme Rungis Éducation, 20 professeurs (hôtellerie, restauration, écogestion…) sont venus de toute la France pour participer à un stage découverte d'une semaine à Rungis.

Septembre

LES « 3 JOURS PASSION » À RUNGIS, AU SECTEUR HORTICULTURE ET DÉCORATION

Les associations professionnelles et les entreprises du secteur horticulture et décoration se sont réunies pour valoriser l'offre du Marché en matière d'horticulture et de décoration ! Pendant 3 jours, les visiteurs ont bénéficié de nombreuses promotions et profité d'exhibitions florales.

En septembre également, organisation du Salon « Départ de Chasse » à Rungis. Sous un chapiteau de 6 000 mètres carrés, près de 200 exposants ont proposé durant 4 jours une large gamme de produits et de services pour les passionnés de chasse.

Octobre

RESTO DES CHEFS BY RUNGIS AU SALON EQUIP'HOTEL

Chaque jour, un chef a relevé le challenge d'un déjeuner gastronomique pour 150 couverts au restaurant VIP du Salon international de l'hôtellerie et de la restauration.

Dès octobre et pendant 4 mois, le Marché international de Rungis a soutenu le musée d'Orsay pour son exposition consacrée à Victor Baltard, illustre architecte de la rénovation des Halles de Paris.

Visite de Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire.

Novembre

LIVRAISON DU BÂTIMENT C3 AU CŒUR DES FRUITS ET LÉGUMES

Constitué de 16 entrepôts de 484 mètres carrés et de 4 entrepôts de 721 mètres carrés, il est doté de surfaces de bureaux à l'étage. Entièrement commercialisé à sa livraison, il accueille 15 concessionnaires, tous professionnels de la filière fruits et légumes.

Également en novembre, les Marchés de Gros de France se sont réunis au Salon des Maires sur un stand commun pour présenter leurs missions au service des collectivités.

Décembre

VISITE SURPRISE DE FRANÇOIS HOLLANDE !

En pleine effervescence des fêtes de fin d'année, pour la première fois depuis le début de son mandat, le président de la République s'est rendu au Marché International de Rungis, accompagné de Benoît Hamon, ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, et Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire.

Visite à Rungis de Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat et du Commerce.

La fin de l'année 2012 a également été marquée par la livraison à Transgourmet et Dynamis d'un nouveau bâtiment nommé C5B réparti en deux lots de 2 170 mètres carrés.

Stratégie et développement durable

Pour pérenniser l'activité du Marché de Rungis, la SEMMARIS investit constamment dans ses infrastructures, développe de nouveaux projets, adapte ses installations aux enjeux du développement durable, aux nouvelles normes de sécurité alimentaire et soutient ses opérateurs par ses actions de marketing et de communication.

Grands projets

Trois chantiers majeurs et de nouveaux projets en préparation

Depuis de nombreuses années, la SEMMARIS renouvelle les installations du Marché de Rungis et investit dans de nouveaux outils. Au fur et à mesure que ces investissements sont menés, son savoir-faire se fait plus pointu, lui permettant d'envisager de nouveaux développements.

Dominique Batani
Directeur du Marché

> Nos investissements respectent trois objectifs : flexibilité des installations, optimisation logistique et préservation de l'environnement.

L'année 2012 aura été marquée sur le Marché de Rungis par la livraison du bâtiment C5B aux sociétés AFL (groupe Transgourmet) et Dynamis.
La première y a installé un atelier marée de plus de 2 000 mètres carrés, avec trois quais SPL et six quais VUL. Objectifs : concentrer ses flux de poissons frais ou surgelés et développer des opérations de filetage et de conditionnement sous atmosphère contrôlée, principalement pour la restauration commerciale et collective.
La seconde, spécialisée dans les fruits et légumes biologiques, s'agrandit à cette occasion sur 1 800 mètres carrés pour disposer d'un outil optimal afin d'améliorer ses prestations logistiques. La SEMMARIS a consacré 7 millions d'euros à cette réalisation.
Autre événement important de l'année 2012, l'achèvement de la construction du bâtiment C3, qui apporte au secteur des fruits et légumes vingt cellules d'entreposage modulaires et réfrigérables (panneaux isothermes, normes ICPE…), sur plus de 10 000 mètres carrés. Outre 64 quais niveleurs, l'édifice est assorti de 2 400 mètres carrés de surfaces de bureaux ainsi que d'un parking de 318 places en sous-sol – dont une moitié est réservée à ses occupants, et l'autre moitié à des entreprises extérieures. Dès son ouverture, quinze concessionnaires prenaient place dans cette réalisation qui a suscité un investissement de 21 millions d'euros de la SEMMARIS.
Enfin, 2012 a été l'occasion du lancement du chantier du bâtiment F5C, conçu pour intégrer, courant 2013, un ensemble de libres-services plurivalents sur une surface totale de 8 000 mètres carrés. Comme c'est la règle désormais à Rungis, le bâtiment garantit une flexibilité maximale de par sa modularité, une fonctionnalité logistique avec 19 quais niveleurs, et la complémentarité avec des bureaux équipés (2 500 mètres carrés) ainsi que des parkings (90 places). Sa construction aura nécessité un investissement de 13,2 millions d'euros.
Situé au cœur du Marché de Rungis, cet outil vise notamment à accompagner la croissance de certains de ses opérateurs, dont quatre sur six avaient réservé dès sa construction leur emplacement : il leur offre, en façade, une vitrine propre à favoriser la relation

Plus de
10 000 m²
d'entrepôts supplémentaires pour le secteur des fruits et légumes grâce au bâtiment C3.

commerciale, avec un accès facilité pour les acheteurs protégés par un auvent; tandis que son arrière sera réservé à l'arrivée des marchandises.

Poursuite de la politique de lutte contre l'incendie

Outre ces projets majeurs, l'amélioration du niveau de protection dans le domaine de la sécurité incendie a été poursuivie avec la mise œuvre dans les bâtiments D7A et AB1 d'un réseau de sprinklage par l'installation d'équipements d'extinction automatique à eau. Les équipements de détection, de protection et de désenfumage ont été renouvelés, notamment au bâtiment A4. La présence de poteaux incendie a également été renforcée sur le Marché, notamment dans les zones à plus fort risque, comme celles de stockage des palettes. Au final, 52% des surfaces du site de Rungis sont désormais sprinklées, contre 30% en 2004. Et 27% des surfaces, contre 11% en 2004, disposent de bornes RIA, de sorte que près de 80% de bâtiments du Marché sont désormais équipés de moyens de lutte contre l'incendie.

D'importants travaux de voirie

Plus de 1 million d'euros ont été consacrés en 2012 aux chantiers de renouvellement de la signalétique routière et de la voirie. Démarrée l'année précédente, la signalétique directionnelle a été achevée en 2012, pour faciliter la circulation des usagers sur le site, notamment en favorisant ses axes structurants. Les anciens panneaux ont cédé la place à de nouveaux, aux appellations plus courtes et plus ciblées, avec des codes couleurs par secteur et des pré-signalisations aux abords des carrefours et des ronds-points. En outre, le boulevard circulaire – le «périphérique» du Marché – a vu ses différentes sorties identifiées par des portes numérotées de 1 à 11. Par ailleurs, un rond-point a été installé sur l'avenue des Trois-Marchés, pour limiter la vitesse d'arrivée sur ce carrefour dangereux et réguler la circulation. Avant sa construction, un test grandeur nature a été réalisé durant quatre mois. Le rond-point a depuis été doté d'une partie centrale végétalisée de 26 mètres de diamètre et dispose de huit entrées ou sorties de deux voies chacune, dotées de glissières de sécurité. Enfin, la requalification de l'avenue du Viaduc a été achevée en y construisant une centaine de places de parking supplémentaires, traversées par un cheminement piétonnier. Désormais, l'avenue propose une capacité totale de 425 places de stationnement. Pour être complet sur le chapitre de la voirie, précisons que 41 800 mètres carrés de surfaces d'enrobés (chaussée en bitume) ont été renouvelés durant l'année 2012.

Les projets de demain à l'étude

Enfin, qui dit projets dit études. Parallèlement aux réalisations décrites ci-dessus, la SEMMARIS a entamé une série de réflexions pour déterminer les investissements à venir, suite à un séminaire stratégique mené au sein du Conseil d'Administration de l'entreprise. À l'étude, notamment, la réalisation d'un bâtiment – le D6a – réservé aux produits biologiques dans le secteur des produits laitiers et traiteur. Objectif: densifier le site avec un pavillon de vente flexible consacré à un segment de marché porteur, intégrant la création d'un nouveau restaurant très attendu par les usagers du site. Autre projet envisagé, la construction d'un entrepôt frigorifique multiproduit à l'emplacement 01C, complétant l'offre de Rungis sur des outils logistiques de surface moyenne de 3 000 mètres carrés. Dans les prérequis: la durabilité, la flexibilité et toujours l'environnement. La SEMMARIS a par ailleurs lancé une réflexion autour de la construction d'une plateforme logistique de 8 500 mètres carrés pour le compte d'un important distributeur.

UNE ENTRÉE SANS CONTACT

En octobre, la SEMMARIS a installé le prototype d'une nouvelle borne d'accès au péage porte de Thiais. Une voie de ce péage a été équipée d'un système RFID (identification par radiofréquence, c'est-à-dire sans contact) fonctionnant avec des tickets d'accès à code-barres, mais aussi des cartes bancaires ou pétrolières. À ce stade, il s'agit d'un test qui pourrait donner lieu à un déploiement ultérieur innovant… À suivre!

En 2012, livraison du bâtiment C5B.

F5C

Un nouveau type de bâtiment

Le bâtiment F5C inaugure un genre nouveau de pavillon au sein du Marché, alliant une dimension commerciale forte à l'efficacité des opérations logistiques. Il permet à des opérateurs en croissance d'intégrer une nouvelle approche de leur relation client, en favorisant une mise en avant valorisante des produits, un meilleur accueil et des solutions de services.

NOUVELLE SIGNALISATION

Bienvenue à Rungis !

Dans le cadre de sa politique d'accueil des professionnels, la SEMMARIS a rénové l'ensemble de son dispositif pour faciliter au maximum leur visite. Après la modernisation des péages, la mise en valeur des accueils et le développement d'outils mobiles de géolocalisation, la signalétique routière a été entièrement repensée. Bien utile pour se repérer sur un site de 234 hectares !

Achèvement de la construction du bâtiment C3.

39,4 M€

d'investissements consacrés aux travaux.

Exploitation et maintenance

De l'éclairage aux espaces verts, des interventions dans de nombreux domaines structurants

Économies d'électricité, énergies renouvelables, propreté, diminution et valorisation des déchets, gestion de l'eau, entretien du site... La SEMMARIS exploite le Marché de Rungis suivant les règles du développement durable.

Après deux années d'étude et de consultation, la SEMMARIS a retenu, fin 2012, l'entreprise qui sera chargée de la modernisation du réseau d'éclairage public du Marché. L'objectif de cette opération est multiple : sécuriser davantage le site en y limitant au minimum les zones d'ombre, offrir un meilleur confort visuel grâce au recours à une lumière de couleur blanche, diminuer la consommation énergétique en utilisant de l'électricité basse tension et des lampes à basse consommation (comme c'est le cas également des éclairages intérieurs des bâtiments).
Ce renouvellement de 3 000 sources lumineuses environ sera réalisé d'ici à fin 2014, permettant, au passage, l'harmonisation de l'architecture des candélabres du boulevard circulaire, voire leur repositionnement pour suivre les modifications de la voirie. Il convient de rappeler que l'essentiel de l'activité de Rungis s'effectue de nuit, ce qui rend particulièrement important l'éclairage public, notamment pour favoriser la fluidité des déplacements. D'une durée de 18 mois, les travaux démarreront au milieu de l'année 2013.

Des réseaux de chaleur interconnectés

Par ailleurs, la SEMMARIS a signé une convention tripartite avec le SIEVD (Syndicat mixte Intercommunal pour l'Exploitation, la gestion et la Valorisation des Déchets de la région de Rungis) et le SICUCV (Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry).
Les réseaux de chaleur de ces trois entités seront interconnectés, permettant, par un principe de réversibilité, de sécuriser leurs apports, tout en développant l'énergie renouvelable et en optimisant le taux de valorisation de l'usine d'incinération de Rungis (*voir encadré page suivante*). Pour cela, la SEMMARIS consacrera près de 2 millions d'euros à la création d'une sous-station de chauffage.
Toujours en matière de chauffage, la SEMMARIS poursuit son plan quinquennal de renouvellement des équipements, qui a permis, en 2012, de remplacer les installations du bâtiment COa dans le secteur horticulture et décoration.
À cette occasion, les systèmes de régulation et d'automatisme ont été adaptés aux conditions d'exploitation du bâtiment, notamment pour conserver de manière optimale les marchandises qui y sont commercialisées.

Christophe Acar
Directeur de l'Exploitation

> L'entretien de l'outil doit s'adapter en permanence aux spécificités d'un marché de gros alimentaire, le plus important au monde.

Ce programme a conduit également au renouvellement de 250 mètres de tuyauterie du réseau primaire.

Un marché propre

En termes de sécurité sanitaire comme d'image, le Marché de Rungis se doit d'assurer ses activités dans des conditions d'hygiène optimales. Cette orientation fondamentale fait également appel au civisme des opérateurs et des usagers pour le respect des espaces collectifs et des parties communes. Comme tout marché de gros alimentaire, l'activité de Rungis est forcément productrice de déchets. Mais, grâce aux efforts de réduction des utilisateurs grossistes ou acheteurs, le tonnage global de déchets y est passé de 60 000 tonnes, en 2011, à 50 000 tonnes, en 2012, soit seulement 0,02 % du volume de marchandises transitant sur le Marché. Ainsi, les volumes de déchets ramassés au sol ont diminué de 33 %, de plus de 6 700 tonnes en 2011 à 4 400 tonnes en 2012, grâce à la poursuite du développement de la conteneurisation des déchets pour favoriser le tri sélectif. En outre, les opérateurs peuvent désormais effectuer informatiquement leurs demandes de retrait de marchandises impropres à la vente avec le logiciel SESAM : en 2012, plus de 4 400 tonnes ont ainsi pu être enlevées, représentant la charge de 333 poids lourds. Ces marchandises intègrent alors des filières de valorisation biologique. Enfin, l'usine d'incinération a reçu 28 300 tonnes en 2012, tandis que le point Emballages (ou Point E) a traité 23 200 tonnes, dont 60 % ont pu être valorisées. Notons que ce point Emballages a vu, durant l'été, ses quatre ponts bascules remplacés par des matériels de nouvelle génération fiabilisant les 91 000 données de pesée annuelles.

Une gestion rigoureuse de l'eau

La SEMMARIS poursuit également une politique de réduction de ses consommations d'eau. Une étude a été lancée pour créer une station de pompage dans une nappe phréatique située à moins de dix mètres de profondeur. Objectif : recourir à cette eau pour le nettoiement des voies de circulation et des abords des bâtiments qui nécessitent un volume d'environ 16 000 mètres cube par an. Par ailleurs, pour mieux maîtriser l'écoulement des eaux pluviales sur le Marché, la réalisation de dispositifs de rétention a été poursuivie en 2012 sur une capacité supérieure à 1 000 mètres cube. Enfin, dans le cadre des conventions de déversement, des audits sont menés chez les opérateurs dont l'activité nécessite la mise en œuvre d'installations spécifiques de prétraitement. Classé ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), le site de Rungis est tenu de surveiller ses effluents. C'est pourquoi la SEMMARIS mesure et analyse les rejets à l'exutoire des trois bassins versants présents sur le Marché, suivant les termes d'une convention spéciale de déversement. Ce contrôle permet donc de limiter la pollution inhérente à l'écoulement des eaux pluviales.

Des espaces verts au désherbage…

Rungis, ce sont aussi des espaces verts qui occupent treize hectares du site. Ils font l'objet de travaux réguliers d'embellissement comme cela a été le cas en 2012 pour un rond-point de la zone entrepôt. Inversement, une opération de désherbage des voiries a été réalisée en deux temps, au mois de mars et à la fin de l'été : les 129 hectares qu'elle représente ont été traités avec un herbicide homologué et facilement biodégradable, détruisant jusqu'à la racine les plantes indésirées.

UNE USINE POUR LA VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

Construite en 1984, l'usine d'incinération de Rungis permet de traiter les déchets du Marché qui ne peuvent être recyclés. Grâce à l'essor du tri sélectif destiné à développer le recyclage, leur quantité a diminué de 42 000 tonnes, en 2006, à 28 300 tonnes, en 2012. Mais ceux de l'usine restent stables, à 130 000 tonnes (soit sa capacité annuelle), accueillant également les ordures ménagères des communes environnantes. La production de chaleur de l'usine a augmenté, pour atteindre 230 000 mégawatts/heure par an, dont le Marché de Rungis consomme la moitié environ.

Un nouveau rond-point pour la zone entrepôt.

POINT E

14 000 tonnes d'emballages recyclées

Le point Emballages a pour vocation de rassembler les déchets d'emballage du Marché qui peuvent être recyclés : il s'agit essentiellement de cagettes en bois, de cartons ainsi que de conditionnements en plastique. En 2012, près de 14 000 tonnes ont ainsi pu intégrer un processus de recyclage.

L'usine d'incinération de Rungis produit chaque année 230 000 megawatts/heure.

3 000

lampes basse consommation seront mises en place sur le Marché d'ici à 2014.

SIGNALISATION

2 850 panneaux à entretenir

La signalisation routière sur le Marché de Rungis, ce sont 1 900 panneaux, 750 panonceaux de signalisation routière et 200 panneaux directionnels. Ils sont nettoyés et contrôlés une fois par an pour décider de leur réparation quand elle devient nécessaire du fait de leur usure. Ils peuvent aussi être remis en état en cas de détérioration par le passage d'un véhicule.

Marketing et développement

La marque Rungis au cœur des projets de développement

Rungis, c'est un site attractif, une marque responsable et un positionnement premium… Ces trois composantes fondent la politique de développement de la SEMMARIS et suscitent de nouvelles activités.

David Bourganel
Directeur du Développement

> Rungis Marché International est une marque forte et responsable qui valorise la qualité des produits et le savoir-faire des professionnels. Appréciée des consommateurs, elle est un vecteur puissant de développement pour le Marché et ses opérateurs.

Une des missions phares de la SEMMARIS pour nourrir l'activité de Rungis, c'est de maintenir, et même d'amplifier, un flux important d'acheteurs sur le marché physique. Ce sont ces professionnels – commerçants, restaurateurs, etc. – qui garantissent le niveau des volumes échangés sur le Marché, ainsi que la diversité et la qualité de l'offre qu'il propose. Tous ces éléments constituent, en effet, les premiers facteurs d'attraction pour les autres offres de services qui sont déclinées sur le Marché (logistique, e-commerce, etc.). Pour soutenir cette réalité première de Rungis, les opérations menées par la SEMMARIS ont conservé un rythme toujours aussi soutenu en 2012. Avec un objectif : promouvoir les ventes sur carreau et en magasin. Outre les fameux macarons, très prisés des acheteurs du Marché qui l'affichent, la SEMMARIS a été partenaire de la Grande Quinzaine des marchés, dont elle a soutenu la sixième édition, du 22 au 31 mars : l'opération a réuni 56 villes des six départements franciliens, rassemblant 89 marchés, couverts ou de plein air. Outre une participation au Salon Equip'Hôtel, du 11 au 15 novembre, la SEMMARIS a mené des opérations sur le Marché lui-même, parmi lesquelles « Les 3 jours passion » *(voir en rubrique horticulture et décoration)* ou « La France à Rungis » *(voir ci-après)*. Enfin, la nouvelle signalétique *(voir en rubrique Grands projets)* comme, demain, l'éclairage public *(voir en rubrique Exploitation et Maintenance)* favorisent les capacités d'accueil développées par la SEMMARIS dans son programme « Bienvenue à Rungis » mis en œuvre depuis deux ans.

Une fréquentation en hausse

Résultat : la fréquentation du Marché a progressé de 1,8 % en 2012, atteignant 1,24 million de passages, tirée par le secteur du commerce de détail sur marché, dont les visites ont augmenté de 3,7 %, tandis que le nombre de professionnels venus depuis la province augmentait de 1,7 %. Près de 20 000 acheteurs se sont donc rendus sur le site, et près de 3 900 nouvelles cartes d'acheteur ont pu être délivrées en 2012. Une autre mission de la SEMMARIS est de poursuivre la construction de Rungis Marché International en tant que marque responsable et reconnue comme telle.

La réputation du Marché n'est plus à faire en termes de qualité ; l'objectif est désormais de la positionner fortement sur les caractéristiques qui constituent les fondements de la RSE, la Responsabilité Sociétale des Entreprises. C'est une des raisons de la présence de la SEMMARIS au Salon des maires et des collectivités locales, du 20 au 22 novembre, dans le but d'expliquer aux élus le rôle fondamental des marchés de gros dans l'aménagement des territoires, l'animation des centres-villes ou encore la logistique du dernier kilomètre.

+1,8 %
de fréquentation du Marché en 2012.

Rungis au cœur de la RSE

Cette vision axée développement durable nécessite de déployer une approche prospective sur ce que sera Rungis demain, notamment dans la problématique qu'imposent les enjeux de la logistique urbaine. Dans ce sens, une étude a été lancée pour évaluer l'empreinte carbone du Marché, dans un premier temps ciblée sur le secteur des fruits et légumes. À terme, l'objectif est de permettre aux opérateurs de calculer eux-mêmes l'impact de leur activité pour, le cas échéant, en réduire certains paramètres. Enfin, les opérations sectorielles « La France à Rungis » ont contribué à mobiliser des outils (site Internet dédié, par exemple) propres à animer l'offre des producteurs français sur le MIN.
La SEMMARIS a mobilisé les entreprises du Marché pour démontrer que celui-ci restait le meilleur endroit pour valoriser l'offre française, notamment quand il s'agit de produits spécifiques que les réseaux intégrés ne peuvent ou ne veulent pas distribuer. En outre, il contribue à leur capacité d'exportation, à laquelle il apporte de nombreux débouchés. Bref, le développement de productions de proximité reste plus que jamais dans les gènes du Marché. La SEMMARIS démontre ainsi que le cœur de sa démarche RSE réside dans son offre.

Rungis, une marque premium

Concernant l'offre, justement, une autre mission de la SEMMARIS est de conforter l'image premium du Marché, en adéquation avec la réalité des produits qu'il propose. Plusieurs événements sont venus conforter ce positionnement, comme la visite du Club des chefs des chefs d'État, le 24 juillet, ou le soutien apporté à l'exposition consacrée par le musée d'Orsay à Victor Baltard, architecte des Halles de Paris. Sans oublier la période de fin d'année, qui constitue une occasion de mettre en valeur l'excellence de l'offre de Rungis. Les médias grand public ne font alors guère l'impasse sur le Marché, d'autant que les consommateurs français manifestent une grande curiosité pour ses coulisses. Cette présence médiatique forte est naturellement un renfort de communication puissant pour les opérateurs et leurs clients.

Rungis, créateur d'événements

Tous ces éléments contribuent à favoriser le développement de la SEMMARIS sur de nouvelles offres. La première a déjà fait son apparition : il s'agit de la création d'événements ou d'animations reposant sur la séduction que véhicule l'image de Rungis. La direction marketing s'implique alors dans la coproduction de produits adaptés aux besoins d'organismes ou d'entreprises désireux d'asseoir leur message sur cette image.
En 2012 s'y sont ainsi tenus le colloque du port maritime du Havre, le 11 avril, la première édition du salon « Départ de Chasse à Rungis », du 7 au 10 septembre, les « Journées polonaises », les 2 et 3 octobre, ainsi que diverses opérations initiées par des constructeurs automobiles.
Ces événements participent à l'animation du Marché et contribuent à renforcer son attractivité. De ce fait, la marque développée par Rungis prend la forme d'une licence qui constitue à la fois un relais de croissance pour la SEMMARIS et un surcroît de notoriété et de crédit pour les opérateurs du Marché.

LA COMMUNICATION DIGITALE SE DÉPLOIE

Le Marché de Rungis, c'est aussi désormais une forte activité digitale. En 2012, son site www.rungisinternational.com a recensé près de 1,3 million de pages vues, soit 11,9 % de plus qu'en 2011, et il a compté quelque 430 000 visiteurs uniques (+ 9,9 %).
Cinq newsletters sont envoyées régulièrement à une base de plus de 39 000 contacts. La page Facebook du Marché était soutenue par 1 820 fans à la fin de l'année. Et l'application iPhone est maintenant téléchargée 200 fois par mois en moyenne.

Opération « Les 3 jours passion » : création d'un espace tendance au cœur du pavillon des fleurs.

MACARONS

Rungis, caution des professionnels

L'édition annuelle des macarons « Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis » est devenu un rendez-vous incontournable proposé par la SEMMARIS en début d'année. En 2012, plus de 26 000 vitrophanies ont été envoyées aux restaurants et détaillants, accompagnées d'un jeu concours de photos de vitrines. En les affichant sur leur devanture, les établissements rassurent leurs clients, témoignent de leur professionnalisme… et nourrissent la politique de communication B to B to C du Marché.

PREMIUM

Des objets corporate haut de gamme

En cohérence avec le positionnement premium de Rungis, la SEMMARIS conçoit chaque année des objets « VIP » qui allient la fonction cadeau à une promotion qualitative. À noter particulièrement cette année, un partenariat avec le guide Michelin et la mise en œuvre d'une édition spéciale aux couleurs de Rungis très appréciée.

En 2012, une visibilité média en hausse pour un équivalent publicitaire de 20 millions d'euros.

+9 %
de visibilité média en 2012.

L'activité du Marché

En 2012, les opérateurs du Marché de Rungis ont surmonté avec efficacité les aléas de la conjoncture. Tandis que de nouvelles entreprises choisissent de s'y installer, d'autres n'hésitent pas à s'y développer. Résultat : elles améliorent leurs performances, ouvrent de nouvelles voies de valorisation et préparent leur croissance future.

Christian Pépineau
Président d'UNIGROS

Le Marché de demain pourra servir la construction des filières. Alors qu'ils avaient parfois tendance à se focaliser exclusivement sur la grande distribution, le monde de la production et ses organisations se tournent désormais vers d'autres marchés, la restauration hors domicile notamment.

QUELLE EST VOTRE VISION DE L'ACTIVITÉ EN 2012 DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS DU MARCHÉ ?

Sans être un grand millésime, 2012 aura été une année convenable pour le commerce de gros alimentaire. Mais il reste difficile d'en tirer des enseignements généraux, tant la conjoncture varie suivant les catégories de produits. Dans certains cas, une relative rareté de l'offre a contribué à maintenir les chiffres d'affaires : c'est notamment ce qui s'est produit pour les fruits et légumes ou la marée. De façon similaire, les niveaux de prix ont permis de maintenir la valeur des ventes dans la catégorie des viandes. Dans le cas des produits tripiers, les volumes évoluent favorablement, car ils sont portés par l'essor de produits très accessibles en termes de prix. Enfin, pour les produits laitiers, l'année a été plus difficile, mais elle a pu être corrigée par une période festive qui s'est montrée plus animée.

QUELS ONT ÉTÉ LES CONSÉQUENCES DU CLIMAT DE CRISE ÉCONOMIQUE POUR LES GROSSISTES ?

Globalement, nous avons pu remarquer une attitude prudente des restaurateurs vis-à-vis de leurs achats, notamment dans le domaine des produits haut de gamme. Par ailleurs, comme c'est toujours le cas en année de crise, nous avons constaté une tension grandissante sur les marges que les contraintes commerciales nécessitent de contenir. Concernant la santé des entreprises, il n'y a pas eu de problème majeur en 2012. Les professionnels se sont, certes, heurtés à une légère augmentation de leurs crédits clients ; mais leur bonne gestion et leur proximité avec les réalités du terrain leur ont permis de passer ce cap sans trop de difficultés.

OÙ EN EST LA QUESTION DE LA CONTRACTUALISATION DANS LES FRUITS ET LÉGUMES ?

Dans ce domaine, les problèmes d'application demeurent : on s'aperçoit notamment qu'elle reste impossible à mettre en œuvre en cas de faible récolte, comme cela a été le cas pour les pommes et les poires l'an dernier. Le dispositif reste complexe même si nous bénéficions de notre bonne entente avec le monde de la production : en général, les producteurs choisissent de nous faire confiance.

QUELS SERONT LES ENJEUX DE L'ANNÉE 2013 ?

Il y aura sans doute un travail à mener sur l'écotaxe qui va s'appliquer sur le transport, depuis la production jusqu'à la distribution finale, et qui ne pourra qu'augmenter le prix des produits. Cela sera sans doute le point noir de l'année 2013. Sinon, nous poursuivons nos travaux au niveau interprofessionnel. Par exemple, dans les fruits et légumes, nous préparons des référentiels métiers pour élaborer des normes qui tireront la filière vers le haut. Enfin, il va sans doute falloir accroître notre vigilance sur les délais de paiement, afin d'éviter que le risque clients ne s'aggrave pour les entreprises.

QUELS SONT LES PROJETS DES ENTREPRISES DE RUNGIS ?

Des projets, les opérateurs du Marché n'en manquent pas ! Dans le secteur de la triperie, certaines entreprises ont la volonté d'agrandir leur espace de travail. Dans les fruits et légumes, la modernisation du secteur est bien engagée. Dans les produits laitiers, après une étape largement franchie de mise aux normes, des projets peuvent être développés pour conquérir de nouveaux marchés, et nous attendons leur concrétisation dès 2013. Le secteur des viandes porcines pourra également être revisité pour accueillir de nouveaux opérateurs. Une bonne nouvelle sera aussi l'arrivée prochaine du tramway, qui facilitera le recrutement de salariés ; il nous apportera une mine supplémentaire de compétences dont nous avons besoin.

COMMENT CONCEVEZ-VOUS LA COLLABORATION ENTRE LES OPÉRATEURS ET LA SEMMARIS ?

Nous nous félicitons du travail marketing mené avec la SEMMARIS. Les professionnels souhaitent poursuivre et amplifier cette collaboration, voire même s'impliquer davantage dans la gestion du Marché. Plus globalement, nous participons à un groupe de travail mis en place par FranceAgriMer pour réfléchir à la manière dont le Marché de demain pourra servir la construction des filières. Alors qu'ils avaient parfois tendance à se focaliser exclusivement sur la grande distribution, le monde de la production et ses organisations se tournent vers d'autres marchés, la restauration hors domicile notamment. De ce fait, ils témoignent d'un réel intérêt pour les marchés de gros, soit pour les rejoindre, soit pour améliorer leurs relations avec les grossistes. J'ajouterais, pour conclure, que la Cité de la gastronomie est un beau projet qui contribuera au rayonnement global de Rungis.

L'année **des entreprises**

2012 a été riche en implantations nouvelles sur Rungis, qu'il s'agisse de créations ou de développements. Toutes les activités du Marché en profitent : commerce de gros bien sûr, mais aussi logistique, e-commerce ainsi que divers services. Quelques exemples...

Alain Perrier
Directeur Commercial

> Grâce à son attractivité, le Marché de Rungis garantit l'accès à un volume d'affaires important et l'image d'une adresse prestigieuse dans l'alimentaire.

Les nouveaux...

Orchidées de Prestige a été créée sur le Marché, à la mi-mars 2012, par un professionnel de Rungis, expert reconnu de l'orchidée. Originalité de son entreprise, elle produit elle-même la variété V3 depuis le département de l'Yonne, bien adaptée au climat français. Elle s'est installée sur deux emplacements, l'un de 260 mètres carrés pour la vente en gros et l'autre, de 160 mètres carrés, qui lui sert de show-room. Avec quatre salariés, l'entreprise a déjà dépassé ses objectifs après quelques mois d'existence.
Autre création, **Dufer** est une nouvelle société installée dans le bâtiment E4 depuis le mois d'avril 2012, avec un effectif de six personnes. Également créée par un ancien du Marché, elle est spécialisée, d'une part, dans les produits d'épicerie fine (foie gras, caviar, épices, condiments…) et, d'autre part, dans les œufs ainsi que les produits à durée de vie courte.
Par ailleurs, l'entreprise londonienne **French Garden** a pris en location un entrepôt de 480 mètres carrés à Rungis, dans le nouveau bâtiment C3, pour approvisionner la capitale anglaise en fruits et légumes français, et plus particulièrement la restauration. Ainsi, ses délais de livraison ne dépassent plus les 24 heures, avec une qualité garantie grâce à son stockage frigorifique. Disposant de trois quais, elle peut aussi s'approvisionner en province, tout en imaginant servir de nouveaux débouchés.
Transmex a également pris en location un entrepôt sur le Marché de 1 000 mètres carrés, dont 50 % sous froid, avec trente salariés. Société spécialisée dans le transport logistique principalement pour des clients travaillant dans la filière bio, elle assure également la logistique des adhérents du groupement des agriculteurs biologiques d'Île-de-France, qui livre notamment la restauration collective et la distribution spécialisée. Ses opérations répondent ainsi aux exigences de l'agriculture biologique.
Madame Artisan Fleuriste a aussi choisi Rungis, au mois de juillet, pour optimiser ses approvisionnements et sa logistique e-commerce dans le domaine de la livraison de fleurs, de plantes ou de coffrets cadeaux. Sa présence sur le Marché lui permet de limiter ses propres stocks et de raccourcir ses délais de livraison aux consommateurs qui ont passé commande sur Internet.
Autre arrivante sur le site, **AFL**, filiale de Transgourmet, a installé sa branche marée

Rungis Développement Conseil.

La Marmite.

Orchidées de Prestige.

Neva Food dans un entrepôt de 1 700 mètres carrés du nouveau bâtiment C5B.
Outre le poisson brut, frais ou surgelé, l'entreprise y développe, avec une quarantaine de salariés, des activités de transformation – filetage, conditionnement sous atmosphère contrôlée… – pour ses clients de la restauration commerciale ou collective.

Les développements…

L'autre lot de 1 700 mètres carrés du bâtiment C5B a été pris en concession par **Dynamis,** qui réalisait, à cette occasion, son quatrième déménagement à Rungis depuis 1991.
Grâce à son fort développement dans les fruits et légumes biologiques, le grossiste, qui emploie une trentaine de salariés, avait besoin d'augmenter ses surfaces tout en rendant ses opérations plus efficaces grâce à l'organisation moderne de l'espace que ce nouveau bâtiment permet.
Elle confectionne également des paniers de fruits et légumes biologiques, précurseur dans ce domaine depuis 1997.
Côté développement également, le groupe **SIIM**, spécialisé dans les fruits et légumes tropicaux, a pour sa part choisi le nouveau bâtiment C3 pour se doter d'une plateforme de distribution de 2 500 mètres carrés, tout en conservant ses installations au bâtiment D2. En outre, l'espace est complété par une mûrisserie de bananes ainsi qu'un outil de conditionnement et de préparation de commandes.

Herbes de Meaux est aussi le fruit du développement d'un maraîcher auparavant présent sur le carreau des producteurs. L'entreprise a repris 170 mètres carrés de magasin dans le bâtiment D3 pour développer ses ventes issues de sa propre production, surtout durant l'été, mais également de l'importation en hiver. Une nécessité pour servir les clients à tout moment et pour toutes les variétés de fines herbes, la spécialité de l'entreprise avec les jeunes pousses de salade.

Les services…

Au-delà de son cœur de métier, le Marché de Rungis accueille de nombreuses activités périphériques qui complètent son offre de services et participent à l'écosystème. C'est le cas de la **WACS** (World Association of Chefs Societies), la fédération des associations nationales de chefs cuisiniers de 90 pays qui a choisi Rungis pour installer son siège permanent en France.
Côté services, notons, entre autres, la renaissance du restaurant **La Marmite**, repris par un acheteur en grande distribution qui fréquentait régulièrement le Marché. Ou encore **Dedji Agency,** qui apporte à Rungis l'assistance d'une conciergerie installée à l'accueil de la tour Rungis.
Création également en 2012 de **Rungis Développement Conseil**, réunion de compétences de prestataires de services travaillant sur le Marché (courtiers en assurances, experts-comptables, conseils juridiques…).

LE SECTEUR GÈRE MIEUX SES DÉCHETS

Plus important secteur du Marché en termes de surfaces comme de volumes, les fruits et légumes sont une activité naturellement productrice de déchets. Après avoir subi la désorganisation temporaire du point Emballages à la fin du mois de juin, le secteur est parvenu à accomplir de réelles avancées en matière de gestion des déchets. Sous l'impulsion de la SEMMARIS, les opérateurs de Rungis ont sensiblement augmenté la mise en compacteur de leurs déchets, dont le taux est passé à 74 % en 2012, tandis que les volumes ramassés au sol diminuaient de 4 000 à 2 400 tonnes. Des progrès qui ont contribué à la performance générale de Rungis en ce domaine en 2012 *(voir en rubrique Exploitation et maintenance)*.

les fruits & légumes

2 883 961 K€

chiffre d'affaires 2011

Une année **de stabilisation**

Après une année 2011 très mouvementée, marquée notamment par la crise dite « du concombre », les fruits et légumes ont connu une année 2012 plus calme. Le climat a bien sûr engendré quelques variations de forte amplitude, mais dans un contexte globalement stable.

69 % **Grossistes**
CA 2011 : 2 505 701 K€
11/10 : +2,7 %

1 % **Producteurs**
CA 2011 : 16 732 K€
11/10 : - 16,8 %

30 % **Courtiers et sociétés import-export**
CA 2011 : 361 528 K€
11/10 : - 8,2 %

UNE REPRISE DES ACHATS DES MÉNAGES

La consommation de légumes s'est légèrement redressée en 2012, avec une croissance de 1,2 % des quantités achetées par les ménages par rapport à 2011, selon Kantar Worldpanel. Elles restent toutefois en retrait de 1 % par rapport à la moyenne de la période 2007-2011. Le nombre de ménages acheteurs est resté stable en 2012, mais le marché a profité d'une augmentation des quantités achetées de 1,3 % comme de celle de la fréquence d'achat de 1,7 %. De 1,95 euro le kilo, le prix moyen des légumes a progressé de 3,6 % en 2012. À noter que les achats de pommes de terre ont, par ailleurs, bondi de 8,8 % en 2012 par rapport à 2011, se plaçant à un niveau supérieur de 3,5 % à la moyenne 2007-2011. Enfin, les légumes biologiques ont subi une baisse de 6 % de leurs volumes. Les fruits ont, quant à eux, profité d'une conjoncture très favorable : les volumes achetés par les consommateurs français ont augmenté de 5,1 % par rapport à 2011, retrouvant, après deux années de baisse (surtout l'année précédente), le niveau moyen de la période 2007-2011. La fréquence d'achat a progressé de 2,6 %, comme les quantités achetées, qui ont augmenté de 2,6 %.

Les volumes de fruits et légumes se sont maintenus à un niveau important sur le Marché de Rungis en 2012, diminuant légèrement de 1,7 %, mais restant au-dessus des 750 000 tonnes pour ce qui est du marché physique. Comme chaque année, 2012 aura connu son lot d'aléas météorologiques. De grands froids hivernaux ont d'abord pénalisé les ventes du secteur, notamment en raison de la forte baisse d'activité des marchés de plein air. Puis le climat printanier, généralement propice au commerce, s'est avéré médiocre, malgré des débuts prometteurs. Enfin, l'arrière-saison, particulièrement clémente, a corrigé, en partie du moins, ces effets négatifs. Comme chaque année également, le climat a joué sur les productions, parfois très mauvaises comme pour les cerises par exemple.

Saison difficile en légumes d'été

Toutefois, les arrivages de légumes n'ont baissé que de 1,5 %, à plus de 380 000 tonnes. Ils ont certes souffert d'une diminution assez sensible des volumes de certains légumes d'été, pénalisés par une mauvaise récolte : tomates (une baisse de plus de 6 000 tonnes sur les origines France, Espagne et autres), courgettes, concombres et aubergines (une perte de plus de 2 000 tonnes pour ces trois familles). Carottes et oignons ont également vu leurs arrivages baisser, après de fortes hausses en 2011. Inversement, d'autres catégories ont connu une excellente année 2012 : pommes de terre (près de 4 700 tonnes de plus), courges, potirons et autres potimarrons (près de 2 000 tonnes), haricots à écosser, fenouils, navets…

335 entreprises
dont :
198 grossistes
64 producteurs
73 courtiers et sociétés d'import-export

3 385 employés
dont :
3 067 chez les grossistes
64 chez les producteurs
254 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2012/2011
Fruits et légumes	**751 678**	**-1,7 %**
Fruits	371 282	**-1,9 %**
Légumes	380 396	**-1,5 %**

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

Situations contrastées dans les fruits

Dépassant les 370 000 tonnes, mais en diminution de 1,9 %, les fruits ont également connu des évolutions contrastées sur le Marché de Rungis en 2012. Les poires ont accusé la baisse la plus forte des arrivages (-21 %, à 15 000 tonnes), avec certains fruits exotiques, comme les ananas (-33 %), les pomelos (-19 %) ou les bananes des DOM-TOM (-23 %). Les aléas climatiques ont également pénalisé les fruits rouges : cerises (une baisse de 27 %, pour des arrivages légèrement supérieurs à 4 500 tonnes), fraises et autres fruits rouges… En revanche, le Marché a accueilli certains fruits en beaucoup plus grand nombre : à commencer par les oranges et clémentines d'Espagne (près de 7 500 tonnes supplémentaires ensemble), les litchis ou les mangues (1 000 tonnes de plus).

Un secteur en voie de modernisation et d'évolution

La stabilisation globale des volumes de fruits et légumes sur le Marché masque naturellement des situations d'entreprises assez disparates, dans un contexte où les contraintes pesant sur les marges se sont accrues. À Rungis, la rénovation du secteur est entamée : ainsi, le bâtiment C3 a été livré au mois d'octobre *(voir en rubrique Grands projets)* et sera suivi d'autres réalisations de modernisation, des pavillons de vente notamment, dans le cadre de la concertation menée par la SEMMARIS avec les opérateurs du secteur. De manière générale, le transfert d'activités du marché physique sur les activités d'entreposage et de logistique, au sein même du secteur fruits et légumes, engendre mécaniquement une perte de tonnage de la première activité au profit de la seconde (pour rappel, dans ce rapport, seuls les volumes du marché physique sont intégrés et commentés). Via leur chambre syndicale S'FL, les entreprises se sont par ailleurs engagées dans la convention d'autocontrôle Fel'Engagement ainsi que dans la démarche Fel'Partenariat, pour garantir la qualité, l'hygiène et la sécurité des produits qu'ils commercialisent. Tous ces éléments concourent à la transformation du marché physique des fruits et légumes.

LES GARANTIES DE L'ORIGINE FRANCE

L'opération « La France à Rungis » a été l'occasion de mettre en avant le meilleur des productions françaises sur le secteur des produits carnés. Qu'il s'agisse de Blonde d'Aquitaine, de Charolaise, de Parthenaise, de Limousine ou de Salers, le mardi 3 avril 2012 ; de bœuf, de viande de veau de diverses origines, le mercredi 4 avril ; ou d'agneau et de porcelet, le jeudi 5 avril. Gage de sécurité pour les consommateurs, la promotion de l'origine France ne manquera pas de se poursuivre pour les viandes et volailles de Rungis, qui ne peuvent qu'en tirer un avantage compétitif certain. Elle redonne confiance aux consommateurs dans une offre de qualité, dont l'étiquetage garantit la traçabilité.

les produits carnés

1 583 421 K€

chiffre d'affaires 2011

Bientôt quarante ans et plutôt fière allure

Tandis que les viandes de boucherie profitent d'une exception conjoncturelle à Rungis, les volailles continuent de bénéficier des retombées de leur nouveau pavillon. Avec, en ligne de mire le quarantième anniversaire de l'arrivée des viandes, en janvier 1973, sur le Marché.

90 % **Grossistes**
CA 2011 : 1 399 894 K€
11/10 : +4,5 %

10 % **Courtiers et sociétés import-export**
CA 2011 : 183 527 K€
11/10 : +8,2 %

LES VOLAILLES TIRENT LE MARCHÉ FRANÇAIS

Avec des prix en hausse de 5 % en moyenne, les volumes de viandes bovines ont diminué de 2,1 % (hors viande hachée, - 0,6 %) en 2012. Seuls les morceaux à bouillir ou à braiser ont augmenté de 1,5 %. Résultat : le niveau de consommation de bœuf serait, selon FranceAgriMer, à son plus bas niveau depuis 2007. Parallèlement, les exportations françaises ont diminué de 4,4 % en 2012, tandis que les importations augmentaient de 7,2 %, réduisant l'excédent commercial français en matière de viande bovine à moins de 900 millions d'euros. Le marché du veau a été marqué par une conjoncture similaire, avec une hausse des prix d'achat de 2,6 %, selon Kantar Worldpanel, et une baisse de 4,4 % des volumes achetés par les consommateurs. Enfin, la consommation de viande ovine a diminué de 1 % en 2012. La viande de porc n'a pas véritablement profité de ce contexte, avec un repli de 1,3 % des achats en viande fraîche, même si les ventes de charcuterie ont progressé de 2 %. Finalement, ce sont les volailles qui tirent le marché des produits carnés en France : malgré une hausse des prix moyens de 2,2 %, due au renchérissement des cours des céréales, les consommateurs ont augmenté leurs achats de 2,3 % en 2012. Même les volailles les plus coûteuses – magrets de canard, pintades, produits élaborés – ont progressé favorablement, et le poulet entier Label Rouge a connu une hausse de 4,5 %.

Avec 295 000 tonnes environ de viandes et de volailles, les arrivages du Marché physique ont baissé de 1,1 % en 2012. Mais le secteur des produits carnés est resté porté par la bonne tenue de la volaille, suscitée par la construction du nouveau pavillon mis en service en 2011. L'exercice précédent, les volumes avaient fortement augmenté. Pour cette première année pleine du pavillon, ils s'établissent à près de 89 000 tonnes, favorisés par une bonne saison festive, démontrant que l'engouement enregistré lors de l'ouverture n'est pas retombé depuis. Le projet initial s'est révélé bien défini puisque aucune modification notable n'a dû y être apportée ; les grossistes profitent toujours d'une aire de vente commune, tout en disposant d'une organisation optimisée sur le plan logistique, le tout sous une température contrôlée pour assurer la sécurité alimentaire. Mieux encore, le renouveau de la volaille à Rungis a soutenu l'ensemble de l'activité des produits carnés sur le Marché.

La viande bovine en reprise

Ainsi, l'activité des viandes de boucherie – bœuf, veau, agneau – s'est maintenue, à 119 000 tonnes, avec même une légère progression de 0,4 %. Le contexte de Rungis s'avère donc beaucoup plus favorable dans ce domaine que celui du marché de la viande en général, et ce depuis deux ans au moins *(voir encadré)*. En effet, si les volumes globaux consommés en boucherie sont orientés à la baisse, la consommation semble profiter malgré tout aux offres de qualité. Résultat : les viandes bovines en carcasses

80 entreprises
dont:
57 grossistes
23 courtiers et sociétés d'import-export

1 502 employés
dont:
1 432 chez les grossistes
70 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2012/2011
Produits carnés	**294 068**	-1,1 %
Viande de boucherie	118 890	+0,4 %
Volaille et gibier	88 512	+0,2 %
Porc	59 863	-5,8 %
Triperie	26 803	-0,3 %

NDLR: les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

ont progressé de 4 %, les viandes ovines en carcasses ; de 7 %, seules la viande de veau diminue de 2 %, et les viandes bovines en caisses de 7 %.

Le porc à l'étude

Bien qu'importants – quelque 60 000 tonnes –, les volumes de porc ont quant à eux diminué de près de 6 %. Cette catégorie souffre dans son ensemble, comme en témoigne la crise du porc breton.
Mais les importants opérateurs réunis à Rungis restent mobilisés pour adapter leur production à la nouvelle donne du marché. Après la triperie, les viandes et les volailles, la restructuration du sous-secteur porcin est désormais à l'étude. Elle parachèverait la modernisation complète du secteur des produits carnés de Rungis.

De futurs développements en triperie

Enfin, les arrivages d'abats (triperie) sont restés stables, à près de 27 000 tonnes. Après avoir souffert de la crise de l'ESB, puis être parvenu à redynamiser ses ventes, le sous-secteur pourrait même donner lieu à une extension, au prix d'un investissement significatif.

Objectif: dégager de nouvelles capacités pour certains de ses opérateurs.
Enfin, le secteur s'apprête à célébrer le quarantième anniversaire de l'arrivée des viandes à Rungis. En 2013 en effet, trois ans après la commémoration du transfert des Halles de Paris à Rungis, les viandes et volailles bénéficieront d'un événement de même ampleur qui leur permettront de mettre en avant leurs atouts sur le Marché de façon originale.

PAVILLON FRANCE, UNE MARQUE POUR LA PÊCHE FRANÇAISE

Le lancement, trois mois plus tôt, du label Pavillon France par l'interprofession, réunie dans l'association France Filière Pêche, a donné lieu à une opération du 12 au 14 décembre sous le pavillon de la marée de Rungis. Il s'agissait de faire découvrir aux professionnels – acheteurs, poissonniers, restaurateurs – cette nouvelle signature visant à soutenir les produits de la pêche française. Elle a été l'occasion d'enregistrer plus de 600 contacts professionnels pour les sensibiliser aux enjeux de la pêche durable, qui nécessitent de concilier la nécessaire pérennité des entreprises de pêche françaises avec l'autant nécessaire préservation des ressources halieutiques. Depuis, l'initiative a reçu un réel assentiment des consommateurs selon ses promoteurs : 32 % de notoriété et 95 % d'intentions d'achat après exposition à sa campagne publicitaire.

les produits de la mer et d'eau douce

831 932 K€

chiffre d'affaires 2011

Temps calme à la marée sur Rungis

Très dépendant de l'évolution des prix de vente, eux-mêmes soumis à la disponibilité d'une ressource souvent insuffisante, le marché des produits de la mer s'est bien maintenu à Rungis en 2012.

91 % **Grossistes**
CA 2011 : 668 664 K€
11/10 : +8,5 %

9 % **Courtiers et sociétés import-export**
CA 2011 : 163 268 K€
11/10 : +10,1 %

REPRISE DE LA DEMANDE DES MÉNAGES

Contrairement à 2011, les achats de poissons frais par les ménages ont augmenté de 3,5 % en volume en 2012, selon Kantar Worldpanel, favorisés par une baisse des prix moyens de 1,6 %. Ils ont été pour beaucoup portés – comme à Rungis – par une reprise de la demande en saumon, dont le tonnage a augmenté de plus de 20 %. D'autres espèces ont aussi progressé comme le cabillaud (+ 8,9 %) ou le lieu noir (+ 2,4 %). Par contre, certaines catégories de poissons frais sont restées pénalisées par des tarifs en hausse, notamment la perche (- 12,5 %), le merlu (- 11,9 %) ou le bar (- 17 %). Par ailleurs, le marché des coquillages a augmenté de 1,6 % en volume, tandis que les crustacés ont baissé de 2,6 %. Côté commerce extérieur, malgré la hausse de la demande en saumon, les importations françaises de produits de la mer ont légèrement régressé en 2012 (- 0,3 %), notamment en thon ou en coquilles Saint-Jacques. Bien que très inférieures aux importations (1,4 milliard d'euros, contre près de 4,8), les exportations françaises ont pour leur part augmenté de 6,3 %, tendant vers un niveau jamais atteint depuis 2008. Enfin, au niveau mondial, la production reste tirée par le développement de l'aquaculture (+ 5,8 %), qui représente désormais 67 millions de tonnes, alors que la pêche, avec 90 millions de tonnes, affiche encore un repli de 1,8 %.

Les volumes enregistrés au pavillon de la marée à Rungis ont augmenté de 2,9 % en 2012, à près de 64 000 tonnes (hors zones annexes). Presque toutes les catégories de produits de la mer et d'eau douce s'affichent à la hausse. Pourtant, l'année s'est distinguée par deux périodes assez contrastées : un premier semestre orienté à la baisse, marqué par des périodes de grand froid, corrigé par un second semestre en nette reprise, notamment grâce à une bonne fin d'année. Un élément crucial quand on observe que les ventes représentent en décembre le quadruple de celles d'un mois ordinaire.

Fort développement de l'élevage

Sans doute partiellement pénalisés par des prix de vente naturellement élevés, les poissons dits « fins » restent stables, à plus de 9 000 tonnes, avec notamment une augmentation des arrivages de dorades et de bars d'élevage, qui compense la baisse des arrivages de leurs « cousins » sauvages. La catégorie compte également des espèces fort prisées dans la restauration, comme le turbot, le saint-pierre, la lotte ou la sole. Avec 6 700 tonnes, les poissons blancs (cabillaud, merlan…) progressent de 6,3 %, même si quelques variétés subissent une baisse relative, comme le mulet ou le lieu. Inversement, les poissons bleus subissent une baisse de 2,7 %, à un peu plus de 5 100 tonnes. Si le thon s'inscrit en hausse de 13,6 %, maquereaux et sardines voient leurs volumes diminuer sensiblement, de 11,1 % et de 14,4 %.

Le saumon reprend ses droits

En réalité, le saumon, pénalisé l'année précédente, a en bonne partie, dynamisé le secteur en retrouvant le chemin

47 entreprises
dont:
33 grossistes
14 courtiers et sociétés d'import-export

881 employés
dont:
804 chez les grossistes
77 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2012/2011
Produits de mer et d'eau douce	**148 433**	**-12,3 %**
Pavillon	63 534	**+2,9 %**
Autres entrepôts	84 899	**-21,0 %**

NDLR: Les volumes entrepôts ont connu une forte baisse en 2012 du fait du départ d'une entreprise.

de la croissance. Avec plus de 11 200 tonnes, il reste la première espèce vendue, et ses volumes ont augmenté de 15,7 % grâce à des prix revenus à des niveaux plus raisonnables, bien qu'encore élevés. Les coquillages et crustacés ont connu, quant à eux, une année assez stable. Avec plus de 13 500 tonnes, les premiers ont subi une baisse assez importante des arrivages de moules (-9,5 %, à 5 200 tonnes) et de coquilles Saint-Jacques (-16,3 %, à 2 400 tonnes), atténuée par une hausse des autres espèces, tandis que les huîtres se sont maintenues un peu en dessous de 2 900 tonnes. Les crustacés ont, pour leur part, connu une bonne année en langoustes (+8,5 %) et, surtout, en langoustines (+18,2 %, à 1 650 tonnes), mais souffert d'une baisse des volumes en crevettes (-11 %, à 2 250 tonnes) et en homards (-9,4 %).

Les produits transformés en complément

Parallèlement, le secteur a pu profiter de la bonne santé de la demande pour les produits transformés – même si leurs volumes restent modestes –, comme le saumon fumé (+5,7 %) ou les poissons surgelés (+14,7 %). Des opérateurs du Marché ont étoffé leurs gammes dans ce sens, tandis que de nouveaux sont entrés sur ce marché de complément. Enfin, notons que le pavillon de la marée de Rungis a vu, en 2012, la fin de la rénovation intégrale de sa toiture: ses 18 000 mètres carrés ont été intégralement remplacés, sans aucune gêne pour les opérations commerciales, permettant au passage de mieux réguler la température au sein du bâtiment et, de ce fait, de diminuer les coûts énergétiques.

LES FROMAGES DE CHÈVRE FRANÇAIS À L'HONNEUR

Dégustations de fromages de chèvre présentés par leurs producteurs, animations dans les allées marchandes, distributions de cadeaux, tombolas... Les pavillons D4, D5 et E5 de Rungis ont consacré trois journées aux appellations chèvre, dans le cadre de l'opération « La France à Rungis » du 3 au 5 avril 2012. Onze entreprises du Marché invitaient leurs acheteurs à rencontrer la douzaine de fromageries qui les fournissent depuis de nombreuses régions : Centre, bien sûr, mais aussi Dordogne, Touraine, Poitou, Isère... Une occasion de démontrer que Rungis reste le meilleur promoteur des produits du terroir, et donc de l'origine France. Une opération équivalente a été par la suite mise en œuvre en juin avec les fromages de Normandie.

les produits laitiers et traiteur

1 549 747 K€

chiffre d'affaires 2011

Le secteur s'adapte et s'internationalise

Avec une offre très variée et segmentée vers le haut de gamme, le Marché de Rungis dispose d'un secteur des produits laitiers et produits traiteur puissant. L'ouverture prochaine d'un nouveau bâtiment renforcera son image et son attractivité.

57 % **Grossistes**
CA 2011 : 881 054 K€
11/10 : +0,2 %
26 % en produits laitiers
CA 2011 : 406 066 K€
11/10 : -4,5 %
31 % en produits traiteur
CA 2011 : 474 988 K€
11/10 : +4,5 %

43 % **Courtiers et sociétés import-export**
CA 2011 : 668 692 K€
11/10 : +16,1 %
28 % en produits laitiers
CA 2011 : 434 337 K€
11/10 : +17,3 %
15 % en produits traiteur
CA 2011 : 234 355 K€
11/10 : +13,8 %

LES FROMAGES, STARS DES PRODUITS LAITIERS FRANÇAIS

Si la consommation de lait liquide, de produits laitiers ultrafrais et de beurre a été tout juste stable en 2012 (-0,1 % chacun, selon Kantar Worldpanel), les ménages français ont augmenté leurs achats de crème (+3,3 %), en particulier de longue conservation (+5,1 %). Et, surtout, ils ont consommé davantage de fromages, dont les volumes se sont accrus de 2,8 %, aux premiers rangs desquels les pâtes pressées cuites (+2,9 %) et les pâtes pressées non cuites (+4,1 %). Côté productions biologiques, le lait conditionné a progressé de 5,2 %, et les fromages de 6,1 %, tandis que la tendance était inverse pour l'ultrafrais (-1,3 %). Enfin, les produits laitiers restent, avec les vins et spiritueux, un fer de lance des exportations agroalimentaires françaises : leur chiffre d'affaires en dehors de l'Hexagone a augmenté de 1,2 milliard d'euros depuis 2008, donnant un excédent commercial de près de quatre milliards. La croissance des produits laitiers français est désormais portée par le dynamisme de la consommation dans les pays tiers, avec lesquels le solde a augmenté de 62 % depuis 2008. En 2012, la France a exporté 512 000 tonnes de produits laitiers ultrafrais, et surtout 679 000 tonnes de fromages, dont 251 000 tonnes de pâtes fraîches, en croissance de 5 %.

En 2012, encore, l'année s'est achevée de manière très contrastée entre les deux offres produits. Le traiteur poursuit sa croissance, y compris au sein même de grands spécialistes des produits laitiers. Par ailleurs, au-delà des grandes tendances en termes de volumes, sur les deux offres, ce sont les spécialités et le haut de gamme qui sont en progression.

Fermeté des cours

En produits laitiers (plus de 60 000 tonnes et une baisse globale de 5,4 %), certains fromages ont pu profiter d'une croissance relative – pâtes persillées (+4,1 %) ou spécialités à tartiner (+14,4 %) –, mais la plupart ont seulement maintenu leur position. En réalité, ce sont les autres segments des produits laitiers qui ont engendré la diminution des volumes du sous-secteur : beurres, -4,4 %, yaourts et desserts, -6,6 %, et surtout lait de consommation, -14,4 %. Enfin, les œufs, en baisse de 5,6 % à Rungis, ont connu une année 2012 particulière : le retard pris dans les mises aux normes des élevages de poules pondeuses imposées par une nouvelle directive européenne sur le bien-être animal a entraîné une sous-production durable au début de l'année. D'ailleurs, en œufs comme en produits laitiers, les opérateurs auront, en revanche, bénéficié de cours plutôt fermes, qui devraient contribuer au maintien des chiffres d'affaires.

La force de la variété

En produits traiteur (plus de 117 000 tonnes, et une activité globale stable, à +0,4 %), les évolutions sont beaucoup plus contrastées, à l'image de la grande diversité de produits que rassemble le sous-secteur. Les produits

122 entreprises
dont :
66 grossistes
56 courtiers et sociétés d'import-export

1 527 employés
dont :
1 307 chez les grossistes
220 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES	(en tonnes)	Variation 2012/2011
Produits laitiers et traiteur	**178 125**	**-1,7 %**
Produits laitiers et avicoles	60 837	-5,4 %
Produits traiteur et d'alimentaion générale	117 288	+0,4 %

NDLR : les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts.

élaborés frais ont ainsi plus que doublé leurs volumes, pour atteindre 5 500 tonnes, et les produits de boulangerie-pâtisserie ont progressé de plus de 20 %.
A contrario, les produits d'épicerie – corps gras, conserves… – n'ont pas connu de tendance positive.
Enfin, la saison des fêtes de fin d'année a été favorable au secteur dans son ensemble, malgré un démarrage un peu plus tardif que d'habitude.
La variété extrême de l'offre présentée par les produits laitiers et traiteur profite sans doute de la meilleure tenue des commerces de centre-ville, en Île-de-France, mais également en province. Pour entretenir l'intérêt de cette cible de clientèle, les entreprises mènent d'ailleurs de fréquentes opérations d'animation, en partenariat avec Stratégie Gourmet et la production française notamment.

L'essor de l'international

Plus globalement, les entreprises s'adaptent pour suivre les évolutions de leur marché, notamment en s'ouvrant davantage à l'export ; le secteur porte en effet des familles de produits haut de gamme – foies gras, truffes, fromages… – de plus en plus appréciés loin des frontières françaises, jusqu'en Chine, où se développent de nouveaux courants d'affaires. À l'image de l'agroalimentaire national dans son ensemble, les produits laitiers et traiteur de Rungis trouvent dans ces occasions le potentiel pour leur développement à venir. Rappelons, pour conclure, que 2012 aura été l'année de la construction du bâtiment F5C *(voir en rubrique Grands projets)* : son ouverture en 2013 donnera une image modernisée au secteur et pourra contribuer à attirer de nouveaux clients.

UN SECTEUR NATURELLEMENT EN PHASE AVEC L'ENVIRONNEMENT

À Rungis, le secteur horticulture et décoration est, par nature, le plus à la pointe en matière d'environnement, car l'approche écologique est intrinsèque au métier. Les entreprises investissent de plus en plus dans ce domaine, à l'image de Végétal Rungis, qui a mis en place des plateaux de vente rigides recyclables fonctionnant sur un système de consigne : écologique, mais également plus économique pour le client. À découvrir également, les bacs à eau en aluminium pour récupérer l'eau de ruissellement des plantes, les éclairages LED et les produits biologiques, terreaux ou produits de traitement non agressifs.

l'horticulture et la décoration

227 766 K€

chiffre d'affaires 2011

Un secteur en voie de fédération

Les trois composantes du secteur – fleurs coupées, plantes en pot et décoration – doivent surmonter des contraintes très différentes. Malgré une année 2012 mitigée, il s'organise pour se donner des pistes d'avenir.

77 % **Grossistes**
CA 2011 : 197 652 K€
11/10 : + 1,7 %

15 % **Producteurs**
CA 2011 : 27 087 K€
11/10 : - 1,1 %

8 % **Courtiers et sociétés import-export**
CA 2011 : 3 027 K€
11/10 : + 9,8 %

LA PLUPART DES VÉGÉTAUX D'ORNEMENT À LA BAISSE

Les achats de végétaux d'ornement ont diminué de 8,4 % en volume et de 5,4 % en valeur au premier semestre 2012, selon un panel de consommateurs de TNS Sofres cofinancé par FranceAgriMer et l'interprofession Val'hor. Comme à Rungis, ce sont surtout les végétaux d'intérieur qui sont touchés, avec des baisses de 10,6 % et 8,8 % respectivement. Si tous les lieux d'achat semblent concernés, l'étude note que les dépenses « pour offrir » souffrent davantage (- 9,3 %) que celles « pour soi-même » (- 4,5 %). Mais les végétaux d'extérieur n'ont pas connu non plus une conjoncture facile au cours des six premiers mois de l'année : leurs volumes ont perdu 7 % par rapport à la période similaire en 2011, et leur chiffre d'affaires 3 %. Quelques catégories s'en sortent mieux toutefois, comme les géraniums ou les arbres et arbustes fruitiers, tandis que les autres plantes à massif régressent. Contrairement aux végétaux d'intérieur, les sommes dépensées continuent de progresser dans les jardineries spécialisées et dans les hypermarchés.

Au sein du secteur horticulture et décoration du Marché de Rungis, l'activité des fleurs coupées reste le domaine le plus influencé par le contexte économique morose. Leur achat s'avère bien moins incontournable que celui de produits alimentaires, d'autant que d'autres formes de cadeaux sont venues les concurrencer dans les habitudes sociales. L'arrivée de nouveaux importateurs sur le Marché a permis, malgré tout, de développer les échanges. C'est pourquoi les arrivages de fleurs coupées ont augmenté de 2,6 % en 2012 à Rungis, après une année 2011 de forte baisse. Représentant 36,5 % des volumes de fleurs coupées sur le Marché, les roses – en hausse de 7,2 % – constituent l'essentiel de cette progression. Mais d'autres variétés, comme les œillets ou les tulipes, ont été portées par une tendance favorable. Inversement, deux familles ont vu leurs volumes diminuer : les chrysanthèmes, de 8,5 %, en raison du déclin de la tradition de la commémoration des défunts dans les cimetières, et les bouquets déjà préparés, de près de 18 %, sans doute pour des questions de prix. C'est aussi pour cette dernière raison que les feuillages ont vu leurs volumes bondir de 44 %, puisqu'ils contribuent à étoffer les compositions florales à moindre coût.

Des études qui préparent l'avenir

Pour assurer la pérennité des fleurs coupées à Rungis, la SEMMARIS a démarré une réflexion sur l'évolution du sous-secteur, visant à renforcer l'efficacité du fonctionnement de ses opérateurs : développement

148 entreprises
dont :
66 grossistes (12 en plantes, 54 en fleurs coupées, feuillage)
79 producteurs (38 en plantes, 41 en fleurs coupées, feuillage)
3 courtiers et sociétés d'import-export

436 employés
dont :
351 chez les grossistes
79 chez les producteurs
6 chez les courtiers et sociétés d'import-export

ARRIVAGES		Variation 2012/2011
Fleurs coupées (1)	194 239	+ 2,6 %
Plantes en pot (2)	15 894	- 4,3 %

(1) en milliers de tiges
(2) en milliers de pots

des livraisons et des services, plus grande autonomie dans l'organisation, optimisation des surfaces collectives et des volumes climatisés, économies d'énergies… Les arrivages de plantes en pot, après une bonne année 2011, ont quant à eux baissé de 4,3 %. Cette catégorie de produits reste fortement tributaire de la conjoncture climatique, tout particulièrement au printemps, notamment quand des replantations sont nécessitées par les dégâts d'un hiver rigoureux. Or, après un mois de mars plutôt clément en 2012, les mois d'avril et de mai se sont avérés médiocres, engendrant une baisse importante des volumes que la reprise de juin n'a pas permis de corriger complètement. Toutefois, au sein des plantes en pot, on note une bonne tenue de la demande des clients pépiniéristes, ainsi que de l'aménagement du paysage, en sorte qu'indépendamment de la météorologie les tendances de fond du secteur restent favorables.
Le domaine de la décoration semble, pour sa part, stabilisé, après de nombreuses années d'essor suivies de quelques années plus décevantes. Les entreprises du sous-secteur ont perfectionné leur démarche d'innovation, pour proposer une offre adaptée à leurs clients, voire même anticiper, avec des créateurs, les attentes du marché.

« Les 3 jours passion » pour doper les ventes

Enfin, l'ensemble du secteur reste marqué par les divers événements qui jalonnent l'année : Saint-Valentin, 1er mai, fête des Mères, des Grands-Mères, etc. Sans oublier la fin d'année, où près de 400 000 sapins sont encore arrivés sur le Marché de Rungis en 2012, avec toujours une part grandissante pour la variété Nordmann et au profit d'arbres de plus petites tailles, tant pour des raisons tarifaires que d'espaces d'habitation. En 2012, une grande opération a été menée du 25 au 27 septembre sous l'impulsion de la SEMMARIS et des organisations professionnelles : « Les 3 jours passion » ont suscité la participation de plus de 70 entreprises du secteur.
Ce dernier progresse d'ailleurs dans son fonctionnement interne, avec la création en 2012 de l'association d'opérateurs DOPA.MIN, afin de fédérer les forces.

Rapport financier de la SEMMARIS

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

L'ACTIVITÉ DU MARCHÉ INTERNATIONAL DE RUNGIS

Les entreprises du Marché ont enregistré des disparités d'arrivages en tonnage, sur le marché physique. Si les produits de la mer et d'eau douce sont en augmentation de près de 3 %, les produits carnés et les produits traiteur relativement stables, en revanche, les fruits et légumes sont en recul de 1,7 %, et les produits laitiers et avicoles de 5,4 %.

Le nombre d'entrées d'acheteurs a été de 1 236 885, en augmentation de 1,8 % par rapport à 2011.

Au cours de l'exercice 2012, les procédures collectives qui ont concerné des entreprises du Marché sont restées stables, au nombre de 28.

En fin d'exercice, le taux d'occupation du domaine immobilier atteignait 92,86 % (94,18 % à fin décembre 2011).

LES COMPTES DE LA SEMMARIS

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a atteint 93,82 M€, en augmentation de 2,4 % par rapport à 2011. Ses principales composantes ont varié de la façon suivante :

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 11,43 M€, soit + 4 % par rapport à 2011.

Les redevances homologuées se sont élevées à 36,26 M€, en augmentation de 2,8 % sur 2011, dont 1 % est lié à l'augmentation des tarifs.

Les redevances indexées ont atteint 15,97 M€, soit + 4,5 % par rapport à 2011, à mettre en regard de l'augmentation applicable de l'Indice du Coût de la Construction qui était de 5,01 %.

L'annuité 2012 des Droits de Première Accession (DPA) étalés a totalisé 918 K€ contre 793 K€ en 2011.

Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité ont représenté 26,22, M€ soit + 3,7 % sur 2011.

Le produit des saisies, les locations de matériel et l'exploitation du Point E, hors travaux refacturés, ont reculé de 1,09 M€ en 2011 à 0,93 M€ en 2012. En revanche, **les prestations d'ingénierie à l'International** sont passées de 0,17 M€ en 2011 à 0,30 M€ en 2012 ;

- la remise pour prélèvement automatique a engendré une réduction de recettes de 1,05 M€, montant sensiblement identique à celui de 2011.

Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres et travaux refacturés) se sont élevés à 37,20 M€, contre 37,58 M€ en 2011 et 38,40 M€ en 2010. La baisse déjà amorcée en 2010 s'est poursuivie en 2012.

Les principales variations par rapport à 2011 concernent :

- Le nettoiement et l'entretien général du Marché (- 186 K€)
- Les locations (+ 157 K€) qui ont suivi l'évolution de l'Indice du Coût de la Construction
- Les dépenses d'entretien-réparations-maintenance - petits travaux (- 516 K€)
- Les honoraires (+ 225 K€)

Les charges de personnel ont représenté 17,91 M€, en augmentation de 11,2 % par rapport à 2011.
Les rémunérations, hors indemnités de licenciement et primes de départ versées au Président et au Directeur Général sortants, ont été de 10,31 M€, en augmentation de 3,3 % par rapport à 2011. Les charges sociales ont totalisé 6,71 M€, soit + 10,8 %. Les indemnités et primes évoquées précédemment ainsi que l'accroissement du forfait social et de l'abondement expliquent l'essentiel de l'augmentation constatée.

Les impôts et taxes se sont montés à 1,41 M€, contre 1,37 M€ en 2011, soit une augmentation de 2,9 %, qui provient essentiellement de la Contribution Économique Territoriale.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 25,42 M€ (24,24 M€ en 2011).

Les amortissements du domaine concédé sont restés stables, alors que les provisions de caducité ont augmenté de 7,8 %.

Une provision pour litige Prud'homal en cours avec un ancien salarié a été constituée à hauteur de 233 K€.

Les provisions pour dépréciation des créances se sont élevées à 342 K€, contre 255 K€ en 2011. Elles représentent 0,36 % du chiffre d'affaires.

Les résultats

En définitive, **l'excédent brut d'exploitation** s'est élevé à 36,89 M€, soit 39,32 % du chiffre d'affaires. Il représentait 39,05 % du chiffre d'affaires en 2011 et 37,6 % en 2010.

Le résultat brut d'exploitation est de 11,89 M€, à comparer à 12,39 M€ en 2011 et 11,37 M€ en 2010.

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de 1,19 M€, contre - 0,46 M€ en 2011.

La provision pour dépréciation du portefeuille obligataire de 0,67 M€ qui avait été constituée fin 2011 en raison de la crise des dettes souveraines a été reprise sur l'exercice à hauteur de 0,69 M€, compte tenu de la détente observée sur les taux d'intérêt à long terme.

En revanche, notre participation minoritaire dans la Joint-Venture Shanghai Rungis Market Management Co, Ltd. a été totalement dépréciée (94 K€), compte tenu que l'objectif que s'était fixé les parties n'a pas été atteint et des faibles perspectives d'amélioration à court ou moyen terme de la situation.

Si la trésorerie moyenne disponible est très proche de celle de 2011 (54,33 M€ en 2012, contre 54,25 M€ en 2011), le rendement financier moyen a été de 2,39 %, contre 2,11 % en 2011.

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés est de 14,46 M€, contre 13,24 M€ en 2011 et 13,08 M€ en 2010.

Le résultat sur opérations exceptionnelles se monte à 656 K€. Il correspond pour l'essentiel à des ventes de DPA (516 K€), notamment dans les bâtiments B2, F3C, V1T et C1, et à une reprise de provision non utilisée de 117 K€ qui fait suite à un litige avec un fournisseur.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,57 M€, équivalent à 30,2 % du résultat comptable avant impôts sur les sociétés. L'impôt calculé intègre 52 K€ de crédit d'impôt recherche et 118 K€ de crédit d'impôt mécénat.

Le résultat net comptable est de 10 M€, contre 9,37 M€ en 2011, soit + 6,7 %. Il représente 10,7 % du chiffre d'affaires 2012.

Le bilan

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2012 de 79,93 M€ avant répartition des résultats de l'exercice 2012.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 34,58 M€ (34,58 M€ en 2011 et 32,04 M€ en 2010).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 20,52 M€, qui représentent 24,90 % du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

La trésorerie, nette des dettes financières, était de 12,11 M€ au 31 décembre 2012.

Affectation du résultat

Les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2011 : 12,10 € par action, soit une distribution totale de 4 679 566,10 € ;
- 2010 : 10,90 € par action, soit une distribution totale de 4 215 476,90 € ;
- 2009 : 9,20 € par action, soit une distribution totale de 3 558 017,00 €.

Pour l'exercice 2012, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 12,90 € par action, soit une distribution totale de 4 988 958,90 €, et l'affectation au report à nouveau des 5 010 967,49 € représentant le solde du résultat net de l'exercice.

Informations relatives aux délais de règlement de nos fournisseurs

Conformément aux dispositions du Code de Commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2012 et 2011 est présentée ci-dessous (en K€) :

En K€	Total		Échéances échues (litiges)		Échéances à 30 jours		Échéances à 60 jours	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Fournisseurs de biens & services	7 360,4	7 008,2	846,7	534,9	4 576,1	4 087,8	1 937,6	2 385,5
Comptes rattachés	1 483,1	2 499,6						
Sous-total	**8 843,4**	**9 507,8**						
Fournisseurs d'immobilisations	4 961,2	7 761,6	610,7	418,1	3 729,2	5 176,8	621,2	2 166,7
Comptes rattachés	5 513,3	2 472,6						
Sous-total	**10 474,5**	**10 234,2**						

La Loi de Modernisation de l'Économie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1er janvier 2009.

Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activité, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

Nos conditions générales d'achat ont été revues et ajustées pour répondre à cette réglementation.
À compter du 1er janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

BUREAU RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100 % de la SEMMARIS, a été de 2,52 M€, correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour les 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,34 M€.

Fin 2012, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 52,29 % (78,61 % à fin 2011 et 79,35 % à fin 2010).

L'avance en compte courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 13 K€.

Le montant de cette avance est de 1,43 M€, BRI ayant remboursé, en 2012, 403 K€ sur cette avance.

LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif moyen mensuel a été de 208,4 salariés (210,4 en 2011 et 211,7 en 2010).

Le taux d'absentéisme moyen - hors congés de maternité - s'est élevé à 3,47 %, contre 3,83 % en 2011 et 3,81 % en 2010.

Une somme de 205 K€, représentant 1,8 % de la masse salariale, a été dépensée pour la formation professionnelle (2,9 % en 2011 et 2 % en 2010).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé pour 2012, qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 1,3 % au 1er mai et de 1 % au 1er octobre.

Une réserve de participation de 524 K€ a été constituée au titre de la participation, et le montant de l'intéressement pour l'exercice est de 446 K€, conformément aux accords triennaux en vigueur depuis 2011.

La capitalisation totale du Plan d'Épargne d'Entreprise était de 4,68 M€ à fin 2012, et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 298 K€ en 2012. Un accord d'entreprise a été signé concernant la « prime dividendes », qui prévoit le versement à chaque salarié en 2012 d'une somme de 700 €.

LES INVESTISSEMENTS DE 2012

Le montant total des investissements réalisés en 2012 a été de 39,4 M€, légèrement en deçà du budget, qui était de 48,5 M€.

Le maintien du niveau technique de l'outil

- Toiture du pavillon de la Marée A4 : cette opération d'un coût total de 3,48 M€ s'est étalée sur deux exercices (1,79 M€ ont été immobilisés en 2012).

- Les travaux de sécurité incendie ont été immobilisés à hauteur de 1,32 M€, dont 0,90 M€ au titre des travaux de mise en œuvre d'une installation de sprinklage au bâtiment D7A.

- Les travaux sur les réseaux techniques (eau, assainissement, électricité, chauffage, vidéosurveillance...) se sont élevés à 1,15 M€.

- Tour G3 : des travaux importants de remise en conformité des installations électriques et de changement de luminaires ont été engagés pour un montant total de 0,70 M€.

- Bâtiment COA : les travaux immobilisés (0,41 M€) ont porté sur le remplacement des centrales de traitement d'air.

Le soutien au marché physique

- Bâtiment B2 : 0,17 M€ ont été engagés sur l'exercice pour la réalisation du prototype de modernisation des bâtiments collectifs fruits et légumes, pour un coût total de 0,35 M€. Le projet sera réalisé sur deux exercices à partir de 2013.

Le développement des activités de services

- Bâtiment C3 : la construction de cet entrepôt a été activement poursuivie en 2012. Le bâtiment a été livré aux opérateurs début octobre pour réalisation des travaux privatifs et mis en exploitation début décembre. Les investissements de l'exercice s'élèvent à 13,67 M€, pour un coût total de 20,63 M€.

- Bâtiment C5B : les travaux préliminaires, qui avaient démarré en 2011, ont été achevés fin novembre 2012, date à laquelle ils ont été livrés aux deux opérateurs. Le coût total du bâtiment est de 7,23 M€, dont 6,78 M€ immobilisés sur 2012.

- Bâtiment F5C : un montant de 6,96 M€ a été immobilisé sur ce projet en 2012. La livraison aux opérateurs devrait s'étaler dans le temps, entre début mars et mi-avril, sachant qu'un opérateur est déjà installé depuis courant décembre.

- Bâtiment F3B : cet investissement d'extension (650 m²) du bâtiment existant, réalisé pour le compte de Renault-Dacia, a atteint 1,42 M€.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

En 2012, la SEMMARIS a recentré sa stratégie de conseil sur des projets profitables.

En Chine, en concertation avec nos actionnaires, il a été décidé de sortir de la Joint-Venture, à cause de l'impossibilité à facturer nos prestations de conseil et en l'absence de perspectives de profit.

Il a également été décidé de ne pas prolonger l'activité de conseil sur le projet de plateforme dans le Nord-Ouest de l'Inde du fait de l'absence de coordination avec les autres marchés et opérateurs assurant l'approvisionnement de la ville de Delhi.

En Russie, l'activité de conseil a été soutenue par le projet de création à Moscou d'une plateforme logistique de produits frais, avec une facturation de 245 K€. Une étude des filières de produits frais a permis d'estimer le dimensionnement et d'orienter la localisation du futur « Rungis » moscovite. Une étude de faisabilité a convaincu les investisseurs de soutenir ce projet. Un plan-masse et un programme ont été initiés.

En Afrique du Sud, Rungis Consultant a été sollicité par le Ministère de l'Agriculture de la Province du Mpumalanga pour accompagner une étude de faisabilité sur la création d'une plateforme alimentaire en zone de production, ainsi que sur la formation de ses agents. 50 % du contrat a été facturé, soit 59 K€.

D'autres contrats d'étude, d'accompagnement et de formation sont en cours de négociation.

ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2013

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter de façon significative les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1er janvier 2013.

Résultats financiers des cinq derniers exercices (en €)

	2008	2009	2010	2011	2012
SITUATION FINANCIÈRE					
a) Capital social	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	386 741	386 741	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	83 391 038	87 428 574	89 470 965	91 586 143	93 824 671
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	32 910 961	36 092 181	36 681 911	35 942 338	39 140 390
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	4 008 849	4 805 483	4 379 152	4 343 022	4 565 182
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	476 645	590 317	501 215	426 528	547 108
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	7 042 292	8 945 770	9 531 910	9 373 632	9 999 926
f) Montant des bénéfices distribués	2 900 558	3 558 017	4 215 477	4 679 566	4 988 959
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUITES À UNE SEULE ACTION					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	85,10	93,32	94,85	92,94	101,21
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	18,21	23,13	24,65	24,24	25,86
c) Dividende passé à chaque action	7,50	9,20	10,90	12,10	12,90
PERSONNEL					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	212	212	212	210	209
b) Montant de la masse salariale	8 995 187	9 547 484	9 889 161	10 051 512	11 205 854
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	5 043 001	5 382 382	5 537 594	6 052 062	6 707 559

Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom / nature du mandat	Société
Gilles BOISSONNET	
Président	Foncière Altarea
Président du Directoire	Altarea France
Gérant ou cogérant	Les Clausonnes Investissement
	SNC Alta Les Essarts
	Altarea France
	Socobac
	Société Civile Jouffroy 2
Représentant Permanent de Altarea France	Alta Saint Honoré / Alta Cité / Alta Ollioules 1 / Alta Oliouilles 2 / Alta CRP Vivienne / Alta CRP Montmartre / Altacom
	Michelet Fontainebleau / Sillon / Rue du Commerce
	Alta Mantes Gambetta / Bercy Village / Centre Commercial de Valdoly / Foncière Cézanne Matignon / Foncière Cézanne Mermoz / Jas de Bouffan / Lille Grand Place / Matignon Commerce / Ori Alta / Sorac
	SAS Sillon 3 / SAS L'Empire / SAS Avenue de Fontainebleau
	SCI Alta Carré de Soie / SCI Alta Nouveau Port La Seyne / SCI Bercy Village 2 / SCI Centre d'Affaires du KB / SCI des Clausonnes / SCI Espace Grand Rue / SCI Limoges Invest / SCI du Petit menin / SCI Rue de l'Hotel de Ville
	SNC Alta Aubette / SNC Alta CRP Aubergenville / SNC Alta CRP Gennevilliers / SNC Alta CRP Guipavas / SNC Alta CRP La Valette / SNC Alta CRP Mougins / SNC Alta CRP Puget / SNC Alta CRP Ris Orangis / SNC Alta CRP Ruaudin / SNC Alta CRP Valbonne / SNC Alta Les Essarts / SNC Alta Mulhouse / SNC Alta Pierrelaye / SNC Alta Thionville / SNC Alta Tourcoing / SNC Alta Troyes / SNC Altarea / SNC Altarea Les Tanneurs / SNC Aubergenville 2 / SNC Aubette Tourisme Résidence / SNC Avenue Paul Langevin / SNC Coeur d'Orly Promotion / SNC du Centre Commercial du KB / SNC du Centre Commercial de Thiais / SNC du Centre Commercial de Massy / SNC Gennevilliers 2 / SNC Le Pré Long / SNC Monnet Liberté / SNC Nanterre Quartier de l'université / SNC Retail Park des Vignoles / SNC Sillon 2 / SNC Toulouse Gramont
	Société d'Aménagement de la Gare de l'Est / TECI et Compagnie
Représentant Permanent de Foncière Altarea	Alta Kléber
Représentant Permanent de Altarea	Rue du Commerce
Martine BONNY	
Inspectrice Générale de l'Administration du Développement Durable	Ministère du Logement, des Transports et du Développement Durable
Commissaire-adjoint du Gouvernement	Grand Port Maritime de Marseille-Fos
Bruno BORREL	
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)
Président	Odéon Développement (SAS)
	Odexport (SAS)
	Odéon (SAS)
	Delon (SAS)
	Société Basco-Savoyarde d'Investissement BSI (SAS)
	Société de Commission de Produits Laitiers SCPL (SAS)
Directeur Général	Fromages et Détail (SAS)
Gérant	Fromageries du Cotentin (SARL)

Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom / nature du mandat	Société
Éric DUMAS	
Président	Alta Drouot
Administrateur	Altarag Srl, Altarea Italia, Aurelia Trading Srl
Représentant Permanent de Altarea	Altacom
Représentant Permanent de Alta Drouot	Rue du Commerce
	Alta Blue
Cogérant	SNC Altarea Management
Jean-François FAVRE	
Gérant	JF Favre Conseils / SCI Rue Gubernatis
Co-Gérant	SNC Cœur Chevilly
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Éric GIRY	
Administrateur	ADEME
Commissaire du Gouvernement	Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA)
	Institut National de la Qualité et de l'Origine (INAO)
Membre du Conseil d'Administration	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
Thomas GOSSET depuis le 23 octobre 2012	
Administrateur représentant l'État au Conseil d'Administration	SOVAFIM SA (depuis le 16 octobre 2012)
	LFB SA (depuis le 26 octobre 2012)
Marc HERVOUET	
Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Représentant du Président	MMCC Conseil Financière Courtin Hervouet (SAS)
	Financière Courtin Hervouet de SAS COTTIN
	Financière Courtin Hervouet de SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIÉS
Gérant	MMCC Conseil
Christian HERVY	
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
	Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-les-Roses
	Association des communes et communautés du Grand Orly
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Administrateur	SADEV 94 (SAEM) - AFTRP
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS
Stéphane LAYANI depuis le 30 mai 2012	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International depuis le 30 mai 2012
Président	Conseil de l'IUT de Bobigny
Trésorier	Centre culturel des bords de Marne
Solenne LEPAGE jusqu'au 22 octobre 2012	
Membre représentant l'État au Conseil de Surveillance	Grand port maritime du Havre (depuis le 16 juillet 2012)
	Aéroports de la Côte d'Azur SA (depuis le 10 septembre 2012)
Membre représentant l'État au Conseil d'Administration	RATP (depuis le 27 juillet 2012)
	Aéroports de Paris SA (depuis le 24 septembre 2012)
	Société nationale de programme France Télévisions (depuis le 24 septembre 2012)
	Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France (depuis le 24 septembre 2012)
	SNCF (depuis le 24 octobre 2012)
	Réseau Ferré de France (depuis le 28 novembre 2012)

Nom / nature du mandat	Société
Jacques NICOLET	
Président du Conseil d'Administration	Altarea España, SLU
Président du Conseil de Surveillance	Altarea / Altareit
Membre du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Président	JN Investissements / SAS J.N. Holding / SA Productions de Monte-Carlo
Gérant ou Gérant Associé	SCI Damejane / Société Civile Immobilière du 14 rue des Saussaies / SNC J.N. Participations
Administrateur	Altarag S.R.L / Altarea Italia
Représentant Permanent de SAS JN Holding	JN Automotive
Christian PÉPINEAU	
Président-Directeur Général	Paris-Select (SA)
	Select Diffusion (SA)
Administrateur	Grefel (SA)
Administrateur	Rungis Action (SASCV)
Sylvie PLANET depuis le 30 mai 2012	
Présidente	Rungis Action (SASCV)
Administrateur	Service Médico Social des Halles
Jeanne-Marie PROST	
Membre du Conseil de surveillance, représentant de l'État	Aéroport de Strasbourg-Entzheim
Membre du Conseil d'administration, représentant de l'État	Thales
François RUBICHON	
Directeur Général Délégué	Aéroports de Paris SA (jusqu'au 28 novembre 2012)
Administrateur	ADP Ingénierie
Vice-Président du Conseil d'Administration	Airport Council International (ACI)
	Union des Aéroports Français (UAF)
Président	Média Aéroports de Paris
Marc SPIELREIN jusqu'au 30 mai 2012	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International (jusqu'au 30 mai 2012)
Président-Directeur Général	Société Agricole et Immobilière du golf de St Nom La Breteche (SA)
Administrateur	Groupe Revue Fiduciaire
	Florence Doré (SA)
Alain TARAVELLA	
Président-Directeur Général et Administrateur	Aldeta
Président du Conseil d'Administration	Altarea Italia
Administrateur	Altarea España, SLU / Aldeta / Altarag SRL / Alta Blue / Boursorama
Président du Conseil de Surveillance	Altarea France / Cogedim
Président	Alta Pat 1 / Alta Patrimoine / Altafi 2 / Altafi 3 / Altafi 4 / Altafinance 2
Gérant	Altarea
Représentant Permanent de Altarea	Alta Blue / Alta Rungis / Alta Delcasse / Alta Développement Italie / Altalux Italy Sarl / Altalux Spain Sarl / Alta Spain Archibald BV / Alta Spain Castellana BV / AltaFund Value-Add I
Représentant Permanent de Alta Penthièvre	Altacom
Représentant Permanent de Altacom	Rue du Commerce
Représentant Permanent de Alta Faubourg	Alta Montaigne
Représentant Permanent de Alta Finance 2	SCI Sainte Anne
Jackie THÉART jusqu'au 30 mai 2012	
Président	APHUMR
Secrétaire Général	SDHIF
Cogérant	SCH THEART

Bilan au 31 décembre 2012 (en €)

Actif	Exercice N			Exercice N - 1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**1 007 678**	**825 026**	**182 652**	**201 728**
Autres (logiciels)	869 571	825 026	44 545	92 765
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	46 781		46 781	17 637
IMMOBILISATIONS CORPORELLES PROPRES À LA SOCIÉTÉ	**2 621 568**	**2 165 615**	**455 953**	**380 560**
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	222 922	221 508	1 414	2 060
Matériel de transport	107 439	107 439		
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 724 516	1 334 116	390 401	234 710
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations en cours				79 651
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU DOMAINE CONCÉDÉ	**559 085 005**	**142 233 760**	**416 851 244**	**390 910 353**
Immobilisations non renouvelables				
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	256 323 338		256 323 338	233 869 789
Agencements et installations générales et divers	43 518 362		43 518 362	27 361 328
Immobilisations renouvelables				
Matériel et outillage	126 269 713	73 095 646	53 174 067	60 112 734
Agencements et installations	113 230 888	69 138 115	44 092 774	48 846 569
Immobilisations en cours	12 791 309		12 791 309	12 339 762
Avances et acomptes sur immobilisations	101 303		101 303	1 530 079
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	**12 182 199**	**93 717**	**12 088 482**	**12 590 456**
Participations	10 504 796	93 717	10 411 079	10 504 796
Créances rattachées à des participations	1 425 483		1 425 483	1 828 853
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	231 834		231 834	236 722
Total I	**574 896 450**	**145 318 119**	**429 578 331**	**404 083 096**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements				
Avances et acomptes versés	**94 916**		**94 916**	**14 903**
Créances d'exploitation	**20 427 277**	**1 130 840**	**19 296 438**	**21 426 203**
Clients et comptes rattachés	14 920 573	1 130 840	13 789 733	14 091 029
Autres débiteurs	5 334 237		5 334 237	5 189 560
Créances diverses	172 468		172 468	2 145 614
Valeurs mobilières de placement	**46 385 405**	**34 581**	**46 350 824**	**55 923 965**
Actions				
Autres titres	46 385 405	34 581	46 350 824	55 923 965
Disponibilités	**3 236 250**		**3 236 250**	**3 665 513**
Banques et chèques postaux	3 201 711		3 201 711	3 636 633
Caisses	11 111		11 111	4 952
Régies d'avance	23 429		23 429	23 929
Charges constatées d'avance	**1 528 182**		**1 528 182**	**1 455 610**
Total II	**71 672 032**	**1 165 421**	**70 506 611**	**82 486 195**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL GÉNÉRAL	**646 568 482**	**146 483 540**	**500 084 942**	**486 569 291**

Passif

	Avant répartition	
	Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES		
Capital	14 696 158	14 696 158
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703
Réserve légale	1 469 616	1 469 616
Autres réserves		
Report à nouveau	38 714 064	34 019 998
Résultat de l'exercice	9 999 926	9 373 632
Sous-total situation nette	**79 930 468**	**74 610 107**
Autres fonds propres - droits du concédant		
Subventions nettes reçues	68 315 933	68 111 307
Amortissements de caducité	235 413 752	223 819 303
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
Sous-total droits du concédant	**327 119 077**	**315 320 003**
Total I	**407 049 545**	**389 930 110**
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 091 474	982 513
Provisions pour charges		
Total II	**1 091 474**	**982 513**
DETTES		
Dettes financières	**37 512 206**	**42 202 484**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 861 302	25 558 056
Autres dettes financières	17 650 904	16 644 427
Avances et acomptes reçus	**452 644**	**725 593**
Dettes d'exploitation	**18 089 228**	**18 889 502**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 843 449	9 507 784
Dettes fiscales et sociales	8 634 993	8 547 392
Autres	610 786	834 327
Dettes diverses	**12 608 628**	**11 726 523**
Dettes sur immobilisations	10 474 512	10 234 154
Autres	2 134 116	1 492 370
Produits constatés d'avance	**23 281 216**	**22 112 567**
Total III	**91 943 923**	**95 656 668**
TOTAL GÉNÉRAL	**500 084 942**	**486 569 291**

Compte de résultat (en liste) exercice 2012 (en €)

	Exercice N		Exercice N-1	
	Montants HT	Totaux partiels	Montants HT	Totaux partiels
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Prestations de services				
– Produits proportionnels	14 415 116		14 484 784	
– Produits ordinaires	53 145 376		51 358 768	
– Produits sur services concédés	1 930 222		1 871 486	
– Charges récupérables	23 677 299		22 726 044	
– Produits divers	315 181		348 184	
– Produits des activités annexes et remises accordées	341 478		796 878	
Montant du chiffre d'affaires		**93 824 671**		**91 586 143**
Reprises sur provisions	231 681	231 681	479 299	479 299
Transfert de charges	292 825	292 825	342 595	342 595
Autres produits et subventions d'exploitation	58 009	58 009	267 193	267 193
TOTAL I		**94 407 186**		**92 675 230**
CHARGES D'EXPLOITATION				
Consommation de l'exercice		**37 610 493**		**38 344 985**
Achats stockés				
– Autres approvisionnements	206 334		580 733	
Achats non stockés de matières premières	6 746 136		6 796 592	
Services extérieurs				
– Personnel extérieur	1 181 627		1 117 507	
– Autres	29 476 395		29 850 152	
Impôts, taxes et versements assimilés		**1 409 096**		**1 368 822**
Sur rémunérations	326 654		353 834	
Autres	1 082 443		1 014 988	
Charges de personnel		**17 913 412**		**16 103 574**
Salaires et traitements	11 205 854		10 051 512	
Charges sociales	6 707 559		6 052 062	
Dotations aux amortissements et provisions		**25 418 373**		**24 240 959**
Sur immobilisations	13 248 623		13 227 596	
Provisions sur actif circulant	342 301		254 967	
Provisions pour risques et charges	11 827 449		10 758 396	
Autres charges	**168 844**	**168 844**	**223 812**	**223 812**
TOTAL II		**82 520 219**		**80 282 152**
1) RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		**11 886 968**		**12 393 078**
Produits financiers		**3 366 660**		**2 579 007**
De participation	1 380 035		1 299 839	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	10 471		7 045	
Reprises sur provisions	686 589			
Différence positive de change				
Cession valeurs mobilières	1 289 565		1 272 123	
TOTAL III		**3 366 660**		**2 579 007**
Charges financières		**797 076**		**1 735 916**
Dotations aux amortissements et provisions	93 717		668 763	
Intérêts et charges assimilées	703 354		932 284	
Différence négative de change	5		50	
Cession valeurs mobilières			134 820	
TOTAL IV		**797 076**		**1 735 916**
2) RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		**2 569 584**		**843 091**
3) RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1+2)		**14 456 552**		**13 236 168**
Produits exceptionnels		**1 738 981**		**8 529 686**
Sur opérations de gestion	668 762		1 376 425	
Sur opérations en capital				
– Produits de cession éléments actifs	94 344		1 489 135	
Autres	38 671		469 603	
Reprises sur provisions	565 647		3 141 272	
Transferts de charges	371 557		2 053 250	
TOTAL V		**1 738 981**		**8 529 686**
Charges exceptionnelles		**1 083 316**		**7 622 672**
Sur opérations de gestion	201 241		1 019 904	
Sur opérations en capital				
– Valeur comptable des éléments cédés	651 105		4 899 108	
– Autres	230 970		1 193 655	
Dotations aux amortissements et provisions			510 005	
TOTAL VI		**1 083 316**		**7 622 672**
4) RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		**655 665**		**907 014**
Participation des salariés (VII)	**547 108**	**547 108**	**426 528**	**426 528**
Impôts sur les bénéfices (VIII)	**4 565 182**	**4 565 182**	**4 343 022**	**4 343 022**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		**99 512 827**		**103 783 922**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)		**89 512 901**		**94 410 290**
BÉNÉFICE		**9 999 926**		**9 373 632**

Flux de trésorerie

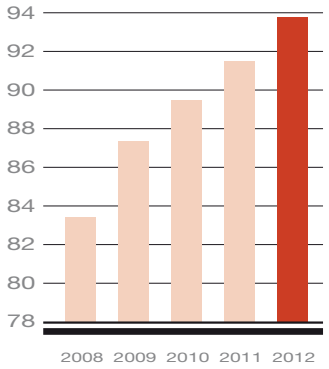
exercice 2012 (en €)

	Exercice N	Exercice N - 1
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	9 289 812	8 526 547
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	13 684 641	14 151 326
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 911 350	- 352 202
Dotations aux provisions du passif	11 827 449	10 758 396
Reprises dotations aux provisions du passif	- 6 920	- 127 097
Total I	**33 883 632**	**32 956 971**
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	710 114	847 085
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs		369 856
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 448 528	- 62 492
Dotations aux provisions du passif		140 148
Reprises dotations aux provisions du passif	- 117 119	- 3 078 781
Plus-ou moins-values de cessions	556 761	3 409 973
Total II	**701 229**	**1 625 790**
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (I + II)	**34 584 861**	**34 582 761**
Créances clients et comptes rattachés	183 756	4 454 599
Autres créances d'exploitation	1 675 883	4 998 587
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 664 334	- 570 131
Autres dettes d'exploitation	1 401 507	1 045 219
Variation du besoin en fonds de roulement	**2 596 813**	**9 928 273**
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ	**37 181 673**	**44 511 034**
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	- 39 448 409	- 24 184 438
Cessions d'immobilisations	502 601	1 940 006
Autres encaissements et décaissements	240 358	- 4 699 560
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	**- 38 705 450**	**- 26 943 992**
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	204 626	1 550 749
Dividendes versés	- 4 679 566	- 4 215 477
Encaissements de nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts	- 5 497 320	- 6 310 882
Autres variations financières	1 051 464	1 030 989
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	**- 8 920 796**	**- 7 944 620**
Trésorerie nette à l'ouverture	60 066 228	50 443 806
Trésorerie nette à la clôture	49 621 655	60 066 228
VARIATION DE TRÉSORERIE	**- 10 444 572**	**9 622 422**

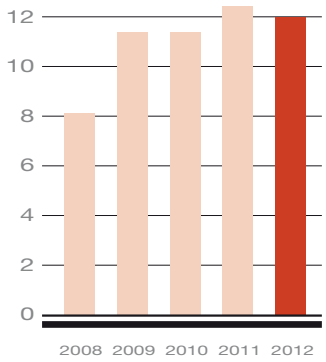
Évolution des chiffres clés

(en M€)

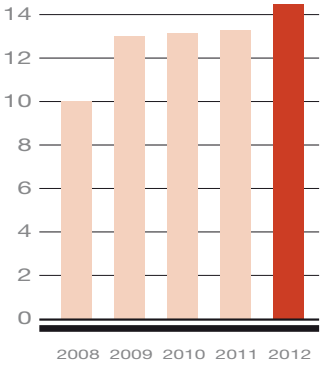
CHIFFRE D'AFFAIRES



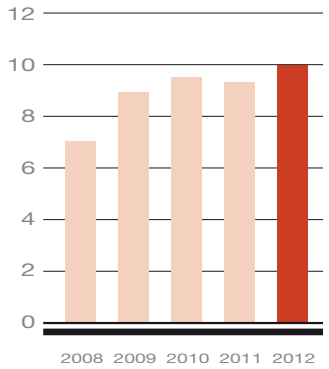
RÉSULTAT D'EXPLOITATION



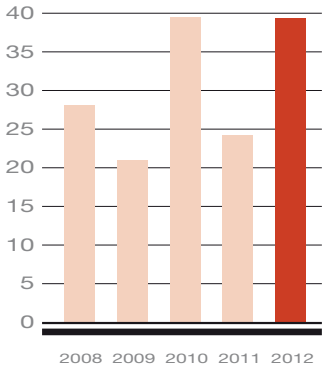
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS



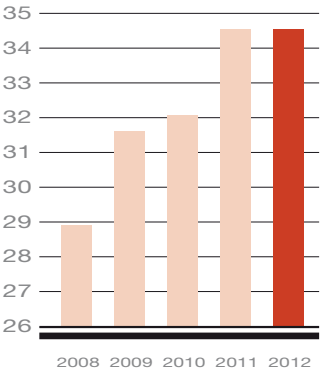
RÉSULTAT NET COMPTABLE



INVESTISSEMENTS



CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT



Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2012

1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le bâtiment C3 (23 500 m²), situé au centre du secteur fruits et légumes, mais aussi de l'ensemble du marché, a été livré aux opérateurs début octobre et mis en exploitation début décembre. Il est conçu suivant un concept d'entrepôts flexibles pour des utilisations en petits modules de 400/800 m² destinés à des ateliers de préparation à haute valeur ajoutée. Le sous-sol répond aux besoins de stationnement des véhicules légers du personnel ainsi que des véhicules utilitaires. Il peut éventuellement accueillir des cellules réfrigérées de 100 m² environ.

Le bâtiment C5B (4 090 m²), composé d'un atelier produits de la mer et d'une plate-forme logistique dédiée à la préparation de commandes de fruits et légumes, a été livré aux deux opérateurs fin novembre.

L'extension du F3B (650 m²) a été livrée à Renault–Dacia début octobre.

Le bâtiment F5C (9 500 m²), destiné à la vente en libre-service de produits plurivalents et traiteur, est en cours de construction. Son taux d'avancement au 31 décembre 2012 est de 54 %, et la livraison aux opérateurs sera étalée dans le temps jusqu'au printemps.

Concernant notre participation minoritaire dans la JV Shanghai Rungis Market Management Co, Ltd : compte tenu que l'objectif que s'était fixé les parties n'a pas été atteint et des faibles perspectives d'amélioration à court ou moyen terme de la situation, le processus de résiliation anticipée du contrat de la JV et sa dissolution ont été engagés le 16 novembre 2012.

2 PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965, la SEMMARIS est concessionnaire de l'État pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS, créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962, et ce jusqu'au 29 avril 2034, terme de la concession fixé par l'arrêté du 27 février 2003.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession

- **immobilisations du domaine concédé,** qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'État, complétant les dispositions du Décret n° 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'État dès leur édification ou leur acquisition par la société.

a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en autres fonds propres. Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.

- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement

et des provisions pour renouvellement utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

b) Amortissement technique

Depuis le 1er janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leurs propres durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

- Agencements et installations	de 10 à 40 ans
- Mobilier et matériel de bureau	de 5 à 10 ans
- Matériel informatique	5 ans
- Véhicules	5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et VRD dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

c) Provision pour dépréciation

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif du bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. À ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise, puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

3.4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

3.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

3.6 Autres fonds propres

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

3.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

Le poste provisions du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (Cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

3.8 Droits de Première Accession

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1er janvier 2004. Pour l'exercice 2012, son montant s'élève à 918 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation, générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits, qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

3.9 Engagements en matière de retraite

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique à cotisations définies avec un organisme extérieur de gestion collective.

Les engagements au titre des droits à indemnités sont financés en partie par le montant du Fonds constitué et par un paiement complémentaire, lequel paiement est constaté en charges de la période à laquelle il se rapporte. Les engagements sont ainsi intégralement financés.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, des charges sociales patronales, d'âge de départ et de probabilité de versement.

Ces paiements futurs sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation déterminé en fonction du taux des emprunts d'État à 10 ans et des primes de risque observées sur les émissions obligataires des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie.

4 CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

5 COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

5.1 Immobilisations incorporelles

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et réations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles propres à la société					
Autres (logiciels)	803 125			66 446	869 571
Immobilisations en cours	17 637	95 590		-66 446	46 781
Immobilisations incorporelles du domaine concédé					
Marque commerciale [1]	91 326				91 326
TOTAL	**912 088**	**95 590**			**1 007 678**

(1) En 1997, la Société a acheté la marque Rungis Actualités. Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en « immobilisation non-renouvelable du domaine concédé ». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Annexe au bilan
et au compte de résultat
de l'exercice 2012

5.2 Immobilisations corporelles (en €)

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	**2 444 006**	**206 556**	**28 994**		**2 621 568**
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	228 338		5 416		222 922
Matériel de transport	107 439				107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 461 887	206 556	23 578	79 651	1 724 516
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations en cours	79 651			- 79 651	
Immobilisations du domaine concédé	**521 522 003**	**40 575 039**	**3 012 037**		**559 085 005**
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	233 869 789		419 524	22 873 073	256 323 338
Agencements, installations et divers	8 941 829		-1 400	16 155 634	25 098 863
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	126 327 621		450 323	392 415	126 269 713
Agencements, installations	113 243 332		714 813	702 369	113 230 888
Immobilisations en cours	**12 339 762**	**40 575 039**		**-40 123 491**	**12 791 309**
Avances et acomptes sur immobilisations	**1 530 079**		**1 428 776**		**101 303**
TOTAL	**523 966 008**	**40 781 595**	**3 041 030**		**561 706 573**

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 40,6 M€, dont les principales opérations concernent :	
La fin de la construction de l'entrepôt C3	15,2 M€
La construction du bâtiment libre-service plurivalent F5C	6,9 M€
La fin de la construction du bâtiment C5B	6,8 M€
Les travaux d'étanchéité de la toiture haute du bâtiment A4 de la marée	1,8 M€
Les travaux de sécurité incendie sur les bâtiments AB1 et D7A	1,8 M€
L'extension du bâtiment F3B (concession Renault-Dacia)	1,4 M€
La diminution des immobilisations en cours pour 40,1 M€, dont les principales opérations sont :	
La livraison de surfaces commerciales :	
- Entrepôt C3	20,6 M€
- Bâtiment C5B	7,2 M€
- Extension du bâtiment F3B	1,4 M€
La mise en service des travaux d'étanchéité sur la toiture haute du bâtiment A4	3,5 M€
La mise en service des travaux de sécurité incendie sur les bâtiments AB1 et D7A	1,6 M€
La diminution des immobilisations du domaine concédé pour 3,0 M€, qui concerne principalement :	
La sortie de l'ancienne toiture haute du bâtiment A4	0,9 M€
La reprise d'avances et acomptes sur immobilisations	1,4 M€

5.3 Amortissements (en €)

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	**710 360**	**114 666**		**825 026**
Immobilisations propres à la société	**2 063 446**	**131 163**	**28 994**	**2 165 615**
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	226 277	647	5 416	221 508
Matériel de transport	107 439			107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 227 177	130 516	23 578	1 334 116
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	**129 815 376**	**13 002 794**	**932 156**	**141 886 015**
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	66 214 887	7 182 240	301 481	73 095 646
Agencements et installations	63 600 489	5 820 555	630 675	68 790 369
TOTAL GÉNÉRAL	**132 589 182**	**13 248 623**	**961 149**	**144 876 656**

5.4 Immobilisations financières (en €)

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 504 796			10 504 796
Créances rattachées à des participations	1 828 853		403 370	1 425 483
Autres titres	20 085			20 085
Autres	236 722		4 887	231 834
TOTAL GÉNÉRAL	**12 590 456**		**408 257**	**12 182 199**

La diminution des immobilisations financières s'explique par le remboursement partiel de l'avance rémunérée consentie à BRI (403,4 K€) et le remboursement de dépôts et cautionnements (4,9 K€).

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I - FILIALES									
BRI[1]	2 896 531	0	100,00	10 395 072	1 425 483		2 521 550	1 367 062	1 367 050
SRMM CO.,LTD [2]	294 125	- 73 291	33,40	93 717			348 555	5 893	
II - FILIALES									
< 1%				36 092					

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 1970 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.
(2) Shanghai Rungis Market Management Co., Ltd; créée le 16 avril 2010. Données relatives à l'exercice clôturé le 31 décembre 2011.

Annexe au bilan
et au compte de résultat
de l'exercice 2012

5.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

- des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour 5,30 M€ ;
- des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour 32,89 M€, dont 0,89 M€ d'intérêts courus ;
- des obligations pour 8,20 M€, dont 0,04 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de Bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 8 549,9 K€, traduisant d'une part 426,1 K€ de plus-values latentes et d'autre part 34,6 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une reprise de provision pour dépréciation de 686,6 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

5.6 Tableau de variation des capitaux propres (en €)

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	14 696 158			14 696 158
Prime d'apport	15 050 703			15 050 703
Réserves	1 469 616			1 469 616
Report à nouveau	34 019 998	4 694 066		38 714 064
Résultat de l'exercice	9 373 632	9 999 926	9 373 632 (1)	9 999 926
Subventions d'investissement nettes	68 111 307	204 626		68 315 933
Amortissements de caducité	223 819 303	11 594 449		235 413 752
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
TOTAL GÉNÉRAL	**389 930 110**	**26 493 067**	**9 373 632**	**407 049 545**

(1) Dont dividendes distribués de 4 679 566 €.
Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale de 38 €.
L'augmentation du poste subventions concerne pour l'essentiel le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (77,1 K€).

5.7 Tableau de variation des provisions (en €)

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur en fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques et charges	**982 513**	**233 000**	**6 920**	**117 119**	**1 091 474**
Autres provisions	982 513	233 000	6 920	117 119	1 091 474
Provisions pour dépréciations	**2 530 744**	**436 018**	**612 255**	**747 624**	**1 606 884**
Immobilisations corporelles du domaine concédé	796 274		426 418	22 110	347 746
Titres de participation		93 717			93 717
Clients	1 013 300	342 301	185 837	38 924	1 130 840
Valeurs mobilières de placement	721 171			686 589	34 581
TOTAL GÉNÉRAL	**3 513 257**	**669 018**	**619 175**	**864 742**	**2 698 358**

a) Provisions pour risques

Elles font l'objet d'une dotation complémentaire de 233 K€ destinée à couvrir un litige Prud'homal en cours avec un ancien salarié.

Les reprises de provisions de 124 K€ se répartissent comme suit :

- litige avec un fournisseur 117,1 K€ ;
- médailles du travail 6,9 K€.

b) Provisions pour dépréciation des immobilisations du domaine concédé

Les travaux d'étanchéité de la toiture haute du pavillon de la marée s'étant achevés en décembre 2012, l'ancienne toiture a été mise aux rebuts sur la base de sa valeur nette comptable, laquelle avait été couverte par une provision pour dépréciation (426,4 K€), qui a été intégralement reprise.

Le bâtiment V06, qui devait être détruit en 2012, avait fait l'objet d'une provision pour dépréciation sur la base de sa valeur nette comptable fin 2011 (111,6 K€). La destruction ayant été reportée, une reprise de provision de 22,1 K€ a été comptabilisée pour s'ajuster sur la valeur nette comptable à fin 2012.

c) Provisions pour dépréciation des titres de participation

La totalité de notre participation minoritaire dans la JV Shanghai Rungis Market Management Co, Ltd (93,7 K€) a été dépréciée, compte tenu que l'objectif que s'était fixé les parties n'a pas été atteint et des faibles perspectives d'amélioration à court ou moyen terme de la situation.

d) Provisions pour dépréciation des valeurs mobilières de placement

La détente des taux d'intérêt à long terme qui a suivi la crise des dettes souveraines a fait remonter mécaniquement la valeur de marché du portefeuille obligataire, qui s'est traduite par une reprise de provision pour dépréciation des pertes latentes à hauteur de 686,6 K€.

5.8 Comptes de régularisation

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 1 528 182 € HT. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

- Achats 168 305 € HT.
- Services extérieurs 1 359 877 € HT.

Les **produits constatés d'avance** en fin d'exercice s'élèvent à 23 281 216 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées, mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (Cf. note 3-8).

- Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique) 3 696 441 €.
- Droits de Première Accession 19 584 775 €.

5.9 Créances et dettes

a) Créances (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins de 1 an	Plus de 1 an
Créances de l'actif immobilisé	**1 657 318**	**403 370**	**1 253 948**
Créances rattachées à des participations	1 425 483	403 370	1 022 113
Autres	231 834		231 834
Créances de l'actif circulant [1]	**22 050 376**	**20 972 942**	**1 077 434**
Comptes clients et comptes rattachés	14 920 573	14 773 053	147 520
Autres	5 601 621	5 601 621	
Charges constatées d'avance [2]	1 528 182	598 268	929 914
TOTAL GÉNÉRAL	**23 707 694**	**21 376 312**	**2 331 382**

(1) Dont : - Entreprises liées : 1 854 112 € (Bureau Rungis International).
- Subventions à recevoir : 172 468 € (RATP = 83 134 € - SNCF = 89 334 €)
- Effets à recevoir : 288 931 €
(2) Dont assurances dommages ouvrages : 1 144 242 €.

Les **produits à recevoir** en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Clients produits non encore facturés : 2 288 569 € TTC.

Annexe au bilan
et au compte de résultat
de l'exercice 2012

b) Dettes (en €)

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins de 1 an	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	**19 861 302**	**4 892 110**	**10 796 327**	**4 172 865**
Emprunt 2003 C.A.	2 321 579	969 524	1 352 055	
Emprunt 2003 S.G.	3 355 574	1 456 082	1 899 492	
Emprunt 2005 C.A.	1 281 485	557 164	724 321	
Emprunt 2005 NATIXIS	1 250 000	500 000	750 000	
Emprunt 2010 C.A.	11 652 664	1 409 339	6 070 460	4 172 865
Soldes créditeurs de banques				
Autres dettes financières	**17 650 904**	**811 796**	**142 406**	**16 696 701**
Cautionnements reçus	16 627 533			16 627 533
Agence de l'eau	264 281	52 706	142 406	69 169
Intérêts courus	57 292	57 292		
SOGERIS & Divers	701 798	701 798		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**8 843 449**	**8 843 449**		
Dettes fiscales et sociales	**8 634 993**	**8 634 993**		
Dettes sur immobilisations	**10 474 512**	**10 474 512**		
Autres dettes	**3 197 546**	**3 197 546**		
Produits constatés d'avance	**23 281 216**	**23 281 216**		
TOTAL GÉNÉRAL	**91 943 922**	**60 135 621**	**10 938 734**	**20 869 567**

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 16 627 533 €.

Les emprunts à taux fixe s'élèvent à 18,61 M€, avec un taux moyen de 3,26 % l'an.

Les emprunts à taux variable s'élèvent à 1,25 M€.
Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec une marge de + 0,125 %.

Les **charges à payer**, 9 479 777 € TTC en fin d'exercice, se présentent comme suit :

- Fournisseurs - factures non parvenues	6 163 729 €
dont fournisseurs d'immobilisations	4 787 350 €
- Personnel - dettes pour congés payés & divers	2 194 618 €
dont réserve spéciale de participation	523 925 €
- Organismes sociaux	1 068 106 €
- Autres	53 324 €

6 COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

6.1 Effectif

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cadres et assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		Total	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01/01/2012	**112**	**5**	**59**	**2**	**30**		**1**		**202**	**7**
Entrées	**9**	**2**	**3**		**1**	**3**	**1**		**14**	**5**
Embauches	8	2	1		1	3	1		11	5
Mutations/Promotions	1		2						3	
Sorties	**7**	**6**	**3**	**1**	**3**	**1**			**13**	**8**
Démissions	1		1		1				3	
Mutations/Promotions			1		2				3	
Licenciements	2								2	
Fin de C.D.D.		6		1		1			0	8
Autres départs	2								2	
Départs en retraite	2		1						3	
SITUATION AU 31/12/2012	**114**	**1**	**59**	**1**	**28**	**2**	**2**		**203**	**4**

6.2 Rémunération des membres des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations et jetons de présence versés aux membres des organes d'administration et de direction au cours de l'année 2012 s'élève à 564 059,20 €.

Annexe au bilan
et au compte de résultat
de l'exercice 2012

6.3 Détails des produits d'exploitation (en K€)

Nature des produits	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011 *(en %)*	Exercice 2010
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	5 175,3	4 917,7	5,2	4 582,3
Abonnements	6 052,1	5 860,8	3,3	5 594,9
Supports	205,0	218,8	-6,3	179,6
Redevances aux tonnages				
Viande	0,0	2,7	-100,0	19,4
Volaille	0,0	451,9	-100,0	1 335,8
Redevances carreau banal	376,8	355,7	5,9	325,7
Redevances de transit	32,9	87,0	-62,2	228,4
Ventes d'eau	2 541,0	2 562,3	-0,8	2 677,3
Locations de salles	32,0	27,9	14,7	34,3
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	15 968,2	15 283,7	4,5	14 395,2
Redevances d'occupation homologuées	36 259,3	35 282,3	2,8	34 148,0
Droits de Première Accession étalés	918,0	792,7	15,8	784,5
Redevances sur services concédés				
Kiosques, Parkings, Quais, Frigos	1 930,2	1 871,5	3,1	1 745,2
Produits sur charges récupérables				
Chauffage, Climatisation & Charges générales	23 677,3	22 726,0	4,2	22 596,7
Produits divers				
Ventes diverses	315,2	348,2	-9,5	211,3
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	1 084,1	1 656,0	-34,5	1 833,2
Honoraires Rungis Ingénierie	304,1	166,7	82,4	89,7
Remise pour prélèvement automatique	**-1 046,8**	**-1 025,8**	**2,0**	**-1 310,5**
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	**93 824,7**	**91 586,1**	**2,4**	**89 471,0**
Reprises de provisions et amortissements	**231,7**	**479,3**	**-51,7**	**337,0**
Dont créances clients	224,8	352,2	-36,2	337,0
Transferts de charges	**292,8**	**342,6**	**-14,5**	**268,5**
Dont remboursements de sinistres	149,8	211,7	-29,2	178,8
Subventions d'exploitation	**8,0**	**222,2**	**-96,4**	**175,2**
Autres produits de gestion courante	**50,0**	**45,0**	**11,1**	**47,0**
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	**94 407,2**	**92 675,2**	**1,9**	**90 298,7**

6.4 Détails des biens et services consommés (en K€)

Nature des charges	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011 (en %)	Exercice 2010
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	206,3	580,7	-64,5	821,8
Achats non stockés de matières premières				
Électricité	2 356,9	2 592,0	-9,1	3 053,9
Eau	1 742,3	1 750,5	-0,5	1 817,1
Combustibles	2 309,5	2 139,5	7,9	2 564,4
Autres	337,5	314,6	7,3	409,2
Sous-total achats non stockés	**6 746,1**	**6 796,6**	**-0,7**	**7 844,7**
Personnel extérieur				
Intérimaires	185,1	177,5	4,2	302,8
Gardiennage	991,9	939,1	5,6	921,8
Autres	4,6	0,9	446,2	9,4
Sous-total personnel extérieur	**1 181,6**	**1 117,5**	**5,7**	**1 234,0**
Loyers de crédit-bail	**0,0**	**0,0**		**0,0**
Autres biens et services consommés				
Nettoiement et entretien général du Marché	13 585,5	13 771,3	-1,3	13 769,0
Locations	3 682,3	3 525,4	4,5	3 500,3
Entretien, réparations, maintenance et travaux	6 544,9	7 060,8	-7,3	6 854,5
Primes d'assurances	1 351,8	1 418,7	-4,7	1 484,7
Honoraires	1 930,1	1 705,3	13,2	1 602,8
Promotion du Marché	1 055,7	1 076,7	-2,0	1 134,1
Charges sur sinistres	202,5	187,6	8,0	160,5
Autres	1 123,6	1 104,3	1,7	976,2
Sous-total autres biens et services consommés	**29 476,4**	**29 850,2**	**-1,3**	**29 481,9**
TOTAL DES BIENS ET SERVICES CONSOMMÉS	**37 610,5**	**38 345,0**	**-1,9**	**39 382,5**

6.5 Charges et produits financiers (en K€)

Charges	**797,1**
- intérêts sur emprunts	701,6
- autres frais financiers	1,7
- dotation de provision pour dépréciation des titres de participation	93,7
Produits	**3 366,7**
- participations (dividende Bureau Rungis International)	1 380,0
- valeurs mobilières	1 300,0
- reprise de provision pour dépréciation du portefeuille obligataire	686,6

6.6 Charges et produits exceptionnels (en K€)

a) Charges	**1 083,3**
Sur opérations de gestion	**201,2**
Dont rachats de DPA	*200,0*
Sur opérations en capital	**882,1**
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	651,1
Dont sortie ancienne toiture haute du bâtiment marée (A4)	*373,7*
Autres	231,0
Dont sinistre incendie bâtiment D6A	*165,9*
sinistre construction F5C	*49,7*
b) Produits	**1 739,0**
Sur opérations de gestion	**668,8**
Dont autres DPA (Cf. note 3-8)	*515,8*
sanctions aux usagers	*96,9*
Sur opérations en capital	**94,3**
Produits de cession d'éléments d'actifs	94,3
Autres	**38,7**
Dont indemnités clients	*26,8*
Reprises de provisions et amortissements	**565,6**
Dont dépréciation d'immobilisations	*448,5*
- toiture bâtiment marée (A4)	*426,4*
- bâtiment V06 en attente de destruction	*22,1*
litige fournisseur	*117,1*
Transferts de charges	**371,6**
Remboursement assurance sinistres (dont incendie D6A, 328,7 K€, construction F5C, 42,8 K€)	371,6

6.7 Impôt sur les sociétés (en €)

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 13,822 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	13 909 443	655 665
Réintégrations	916 530	295
Déductions	841 270	818 811
RÉSULTAT IMPOSABLE	**13 984 703**	**- 162 851**
Impôt	4 618 970	- 53 788

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (Cf note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition, ce crédit, qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 1,17 M€.

6.8 Engagements hors bilan (en K€)

	2012	2011
Engagements reçus		
Cautions bancaires des concessionnaires	3 889	3 810
Cautionnements bancaires des fournisseurs	4 211	4 425
Engagements donnés		
Participation au GIE des MIN	p.m.	p.m.
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	5 146	16 336
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM	5 948	6 623
(Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)		
Caution bancaire au Trésor public (litige taxe professionnelle)		209
Caution bancaire sur avance client (Haryana State Agricultural)		50

6.9 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 855 K€ au 31 décembre 2012.

La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice une charge de 203,7 K€.

Cette charge résulte des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation et de rendement du fonds de 3,0 %
- Augmentation annuelle des salaires de 3,0 %
- Âge de départ à la retraite à 65 ans

Au 31 décembre 2011, le taux d'actualisation et de rendement du fonds retenu était de 4,0 %, l'augmentation annuelle des salaires de 3,0 %, les autres hypothèses restant inchangées.

6.10 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2012, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du DIF, institué par la loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 20 598 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 739 heures sur l'exercice 2012.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SEMMARIS S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants. Les notes 3.2 et 3.8 de l'annexe exposent les règles et principes comptables relatives notamment aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissements et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 5 avril 2013
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Philippe ARNAUD
Associé

Paris, le 5 avril 2013
Cailliau Dedouit et Associés
Rémi SAVOURNIN
Associé

Imprimé sur papier Condat Silk, certifié PEFC.
Conception et réalisation: eurokapi. Photos: SEMMARIS, COVED. Rédaction: ICAAL, SEMMARIS.

SEMMARIS
1, rue de la Tour – BP 40316 – 94152 Rungis Cedex
www.rungisinternational.com